

TRANSPORT DE MARCHANDISES

20 milliards DA pour l'acquisition de trois gros navires

La PDG du Groupe algérien des transports maritimes (GATMA), Nadia Rabia, a annoncé, hier à Alger, que la filiale Cnan El Djazair, une entreprise regroupant Cnan Nord et Cnan Med) procédera à l'acquisition de deux ou trois gros navires vraquiers d'une capacité de 55 000 à 60 000 tonnes. P 3



SAISON ESTIVALE 2024

Des mesures pour capter plus de touristes



Dans une initiative visant à dynamiser le tourisme interne, une série de mesures qui ciblent spécifiquement le tourisme dans les régions côtières ont été prises par le gouvernement. L'annonce a été faite, hier à Alger, par Nabil Mellouk, directeur central au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, soulignant l'importance d'attirer plus de touristes et leurs garantir une meilleure qualité de service.

P 2

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Nécessité de conjuguer les efforts pour améliorer le climat des affaires

La Direction régionale des Douanes Alger-Port a organisé une Journée d'information sur l'accompagnement de l'opérateur économique, lors de laquelle l'accent a été mis sur la nécessité de conjuguer les efforts pour appuyer les démarches des pouvoirs publics en termes d'instauration des mécanismes d'amélioration du climat des affaires et de renforcement des investissements pour le développement économique.

P 5

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

Pour une architecture financière mondiale plus équitable et plus représentative

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains participant aux Assemblées annuelles 2024 de la Banque africaine de développement (BAD) ont appelé, hier à Nairobi (Kenya), à la refonte de l'architecture financière mondiale, jugée injuste et défavorable pour les pays du continent.

P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés P 2

INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES

Lancement officiel de l'incubateur «Initiative Art» P 3

CHÔMAGE MONDIAL

L'OIT prévoit une légère baisse à 4,9 % en 2024 P 16

RÉUNION DU
GOUVERNEMENT
Plusieurs secteurs
examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de textes de loi et à la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 29 mai 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi relatif à la protection des personnes à besoins spécifiques, ainsi qu'un projet de décret fixant les modalités d'organisation de l'Observatoire national de la prévention de la discrimination et du discours de haine, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n 20-05 du 28 avril 2020. Le Gouvernement a également entendu deux communications sur la stratégie nationale de valorisation des hydrocarbures et les procédures de mise en place de l'Agence nationale du foncier urbain, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République relatives à l'accélération du processus de parachèvement de la pleine mise en œuvre des différents mécanismes prévus par le nouveau dispositif législatif et réglementaire régissant le foncier économique, industriel, urbain et touristique destiné à la réalisation de projets d'investissement et à la réalisation d'un développement économique global".

SAISON ESTIVALE 2024

Des mesures pour capter plus de touristes

Dans une initiative visant à dynamiser le tourisme interne, une série de mesures qui ciblent spécifiquement le tourisme dans les régions côtières ont été prises par le gouvernement. L'annonce a été faite, hier à Alger, par Nabil Mellouk, directeur central au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, soulignant l'importance d'attirer plus de touristes et leurs garantir une meilleure qualité de service.

Par Mourad A

« En 2023, nous avons enregistré plus 11 Millions de visiteurs des wilayas côtières » a-t-il indiqué lors de son intervention à l'émission «L'invité du matin» de la Chaîne 1 de la Radio nationale. Mellouk a précisé que son département a donné des directives aux entreprises publiques et privées opérant dans le domaine, ainsi qu'aux agences de voyages, visant à lancer des programmes et des offres promotionnelles destinés aux familles, aux jeunes, et surtout à la communauté nationale établie à l'étranger. En effet, des services à prix concurrentiels seront proposés aux estivants. Le même responsable a annoncé également l'entrée en service de 57 nouveaux établissements touristiques et hôteliers au cours de cette saison. Cela renforcera la capacité d'accueil, dira-t-il, qui augmentera certainement avec la participation d'autres secteurs tels que la jeunesse et les sports, la formation professionnelle, et l'enseignement supérieur grâce à l'utilisation de certaines résidences universitaires. Dans le domaine de l'investissement tou-

ristique, l'intervenant a loué l'initiative du président de la République de créer la Commission nationale pour la facilitation de l'investissement, en rappelant que ce secteur dispose de 249 zones d'expansion touristique (ZET). Nabil Mellouk a mis l'accent sur les plans d'aménagement et l'assainissement des assiettes foncières engagés dans le but de booster les projets d'investissement.

400 exposants attendus au SITEV

Il a également souligné l'importance de l'apport de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et de l'Agence nationale du foncier touristique. « Le ministère a enregistré des demandes d'investissement émanant notamment des opérateurs nationaux connaisseurs du domaine, pour des projets de réalisation de villages et complexes touristiques », a-t-il ajouté. Par ailleurs, Mellouk a invité les professionnels ainsi que tous les intéressés de ce domaine à se rendre au Salon International du Tourisme et des Voyages (SITEV), qui se déroulera au pavillon central des Palais des expositions SAFEX, à Alger, à

partir d'aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 2 juin prochain. « Plus de 400 participants sont attendus au SITEV, parmi lesquels des opérateurs touristiques, des agences de tourisme et de voyage, des établissements hôteliers, des sociétés de transports aériens, maritimes et terrestres nationales et étrangères, ainsi que des établissements de formation touristique et hôtelière. La wilaya d'El Oued est l'invitée d'honneur du Salon, en préparation à la saison du tourisme saharien prévu début d'octobre. Contrairement aux années précédentes, le Salon ne présentera pas de slogan particulier cette année. Il offrira deux espaces importants : l'un dédié aux enfants et l'autre à l'artisanat », a détaillé le directeur central au ministère du Tourisme, en annonçant que plusieurs pays leaders dans le domaine du tourisme, tels que l'Inde, l'Indonésie, la Tunisie, la Turquie et la Chine, prendront part à cette manifestation. Pour rappel, le tourisme en Algérie enregistre des chiffres positifs. En 2023, plus 3 300 000 de touristes ont visité le pays, dont 1 100 000 Algériens établis à l'étranger et 2 200 000 personnes de différentes nationalités étrangères.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME À ALGER

Tassili Airlines annonce des prix promotionnels sur la ligne Alger-Paris-Alger

La compagnie aérienne Tassili Airlines a annoncé mercredi des prix promotionnels "exceptionnels" pour la desserte Alger-Paris-Alger à partir de 24.000 Da/177 euros sur la période allant du 30 mai au 2 juin, coïncidant avec la tenue du salon international du tourisme et du

voyage (SITEV24), prévu au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger. Destinée à l'achat des billets aller-retour Alger-Paris-Alger «à partir de seulement 24 000 Da/177 € avec 30kg de bagage en soute et 10 kg en cabine avec catering +repas+ compris dans le prix du billet», cette

offre promotionnelle «exclusive est valable pour tout achat effectué entre le 30 mai et le 2 juin 2024, pour des voyages programmés entre le 8 et le 30 juin 2024», précise la compagnie dans un communiqué. L'achat des billets se fera soit au niveau du stand de la compagnie au

SITEV sis au pavillon central ou bien sur le réseau de vente direct et agences agréées Tassili, ajoute-t-on de même source. Le SITEV24, qui en est à sa 23e édition, "rassemblera des professionnels du tourisme du monde entier, offrant une plateforme idéale pour découvrir les dernières

tendances et innovations du secteur", note la compagnie. Filiale à 100% du Groupe Sonatrach, Tassili Airlines est une compagnie spécialisée dans le transport des professionnels des hydrocarbures, au service également du transport grand public domestique et international.

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ ET DU TOURISME MÉDICAL

Participation de 45 exposants

La 2e édition du salon international de la santé et du tourisme médical "Clinvest Expo" s'est ouverte mercredi au Palais des expositions (Alger) avec la participation de 45 exposants, entre organismes publics et privés. Organisé par le Conseil de renouveau économique algérien (CREA) sous le thème "Propulser le système de santé algérien", ce salon se veut, selon ses organisateurs, une opportunité pour montrer "le bond

qualitatif qu'a connu le secteur de la santé en Algérie ces dernières années, offrant aux citoyens une qualité de soins hautement appréciable". Le "Clinvest Expo" qui s'étalera du 29 mai au 1er juin, a été inauguré par le président du CREA, Kamel Moula, accompagné de plusieurs ambassadeurs de pays africains et de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger. M. Moula a déclaré à cette occasion que

l'objectif de ce salon consistait est de "rendre visible, auprès de nos concitoyens, l'offre et la qualité des soins afin de limiter le tourisme médical vers d'autres pays et faire de notre pays une destination de choix en matière de soins, de services de santé, d'offres de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux". De son côté, le représentant de "Clinvest Expo" et membre du CREA, Chakib Kouidri, a indiqué que ce salon

international vise à "mettre en valeur le système de santé algérien auprès de nos citoyens et des pays d'Afrique, en réunissant l'ensemble des acteurs clés du secteur, à l'instar des établissements de santé publics et privés, les fournisseurs de matériel médical, ainsi que les laboratoires pharmaceutiques". En marge de ce salon, une série de communications scientifiques et de conférences est également prévue par les organisateurs.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT DE MARCHANDISES

20 milliards DA pour l’acquisition de trois gros navires

La PDG du Groupe algérien des transports maritimes (GATMA), Nadia Rabia, a annoncé, hier à Alger, que la filiale Cnan El Djazair, une entreprise regroupant Cnan Nord Et Cnan Med) procédera à l’acquisition de deux ou trois gros navires vraquiers d’une capacité de 55 000 à 60 000 tonnes.

Par Sirine R

Une démarche s’inscrivant dans le cadre du renforcement de la flotte maritime du transport de marchandises, visant à la reconquête des parts de marché. En effet, selon l’intervenant, cette filiale ambitionne la reconquête entre 20 à 25% de ses parts d’ici les cinq prochaines années. S’exprimant sur les ondes de la radio nationale, Mme Rabia a affirmé que le cahier des charges de cette opération a été élaboré et validé par la Commission des marchés, avant l’entame, prochainement, des procédures d’acquisition de ces navires pour lesquels le Fonds national d’investissement a octroyé des prêts de l’ordre de 20 milliards DA. Le Groupe maritime algérien a bénéficié, a-t-elle également mentionné, d’un budget de 5 milliards DA pour la remise en état de navigabilité de ces navires immobilisés et un montant de 2 milliards DA comme un fonds de roulement octroyé par le ministère des Finances via la Direction générale du Trésor. Dans son plan d’action, le Groupe maritime compte se déployer en Afrique de l’Ouest avec le lancement, en juin prochain, d’une nouvelle ligne maritime de transport de marchandises vers Nouakchott (Mauritanie) et Dakar (Sénégal), a

fait savoir Mme Rabia. Le plan d’action du groupe comprend également l’ouverture d’une ligne maritime vers la Pologne avec un programme d’exportation de marchandises de 10.000 tonnes par mois. Au niveau national, la PDG de GATMA a annoncé la réalisation d’un nouveau “dock flottant”, un chantier naval, au niveau du port d’Arzew, devant permettre à l’Entreprise de réparation navale (Erenav) de s’engager dans la construction navale ainsi que le lancement d’une nouvelle activité de transport de marchandises sur le littoral algérien au profit des opérateurs économiques. S’agissant du transport maritime de voyageurs, l’Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a mobilisé, dans le cadre de son programme de dessertes durant la saison estivale, quatre navires dotés d’importantes capacités de transport pour permettre, notamment aux membres de la communauté nationale à l’étranger, de passer des vacances en Algérie. « L’ENTMV, filiale du GATMA, a déjà déployé dans le cadre de la saison estivale 4 navires de transport maritime prêts à accueillir, dans les meilleures conditions, nos concitoyens de l’étranger avec des capacités relativement importantes de transport, et ce, dans l’objectif tracé de réussir cette saison », annonce-t-elle.

Dans ce sillage, elle a cité trois navires du pavillon national, le “Badji Mokhtar”, “El Djazair II” et “Tassili II”, ainsi qu’un quatrième navire affrété et ayant des capacités importantes, précisant que la programmation des dessertes avait été déjà établie par la compagnie nationale au niveau de trois pays européens, à savoir la France, l’Espagne et l’Italie. A ce propos, elle a précisé que le réseau des lignes maritimes reliant l’Algérie et la France (ports de Marseille et de Sète), comprend 182 traversées avec une capacité offerte de 273.000 passagers et de 80.000 véhicules. S’agissant des lignes maritimes assurées entre l’Algérie et l’Espagne, l’ENMTV a prévu 127 traversées avec une capacité totale offerte de 220.000 passagers et 55.000 véhicules, a-t-elle également détaillé. En ce qui concerne les lignes maritimes reliant l’Algérie à l’Italie, elles sont au nombre de 16 traversées prévues, poursuit la même responsable, durant cette saison, avec une capacité offerte de 21.000 passagers et de 5.000 véhicules. Afin de faciliter les conditions d’achat des billets, une plateforme de réservation a été mise à la disposition des voyageurs, a fait savoir Mme Rabia, assurant que les 25 agences commerciales de l’ENTMV déployées au niveau national et l’étranger sont dotées des moyens de paiement électronique.

FORUM DU SMSI

Bibi Triki rencontre à Genève les délégations saoudienne et chinoise

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a rencontré les délégations saoudienne et chinoise, en marge de sa participation à Genève (Suisse), au Forum du Sommet mondial sur la société de l’information (SMSI), a indiqué mercredi un communiqué du ministère. Les rencontres

se sont déroulées, mardi, en présence du président de l’Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), M. Mohamed El Hadi Hannachi, selon le communiqué, qui précise que la délégation saoudienne était conduite par le gouverneur de la Commission saoudienne des communi-

cations, de l’espace et de la technologie (CST), M. Mohamed Al Tamimi, et la délégation chinoise par le vice-ministre de l’Industrie et des Technologies de l’information, Shan Zhongde. A cette occasion, les parties ont passé en revue “l’état de la coopération dans le domaines des télécommunications et des technologies

de l’information et de la communication (TIC) et les moyens de renforcer à l’avenir”, notamment à travers “l’échange d’expériences et d’expertises et la coordination des positions au niveau des instances internationales en charge des télécommunications”.

INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES

Lancement officiel de l’incubateur “Initiative Art”

L’incubateur des industries culturelles et créatives “Initiative Art”, une nouvelle initiative visant à soutenir et à promouvoir les industries créatives en Algérie, a été officiellement lancé lundi à Alger lors d’une rencontre consacrée aux industries créatives et à la protection de la propriété intellectuelle, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji. La cérémonie de lancement de ce programme, réalisé en partenariat avec l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l’Office national des droits d’auteur et des droits voisins (ONDA), et l’Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), s’est déroulée en présence du ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, du directeur général de l’ONDA, Samir Thaalbi, du directeur du bureau de l’OMPI en Algérie, Mohamed Saleck Ahmed Ethmane, et du secrétaire d’Etat chargé des Sports de la République du Mozambique, ainsi que de représentants et dirigeants d’institutions et d’organismes publics. Dans son allocution d’ouverture, la ministre de la Culture et des Arts a souligné que l’incubateur “Initiative Art”, officiellement lancé, “est un programme ambitieux” qui vise à offrir un “soutien stratégique et opérationnel” aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux startups dans les industries créatives. Le programme assure un “soutien personnalisé” aux participants, notamment des ateliers de travail interactifs, des séances de formations collectives, et des consultations individuelles animées par des experts algériens et internationaux, a ajouté la ministre. Mme Mouloudji, a fait savoir que la signature de plusieurs accords visant à protéger la propriété intellectuelle en Algérie, coïncidait avec la célébration du 50e anniversaire de la création de l’Office nationale des droits d’auteur et des droits voisins (ONDA), un engagement continu pour faire de l’Algérie un environnement fertile à la création et à l’innovation tout en œuvrant à fournir tous les moyens pour la préservation et la protection des produits déposés”.

R. E.

RENOUVEAU DU TRANSPORT MARITIME

Une restructuration pour une flotte 100% algérienne

Par Reda Hadi

La décision prise par les pouvoirs publics pour restructurer le secteur des transports maritimes est une option stratégique qui va assurer une efficacité certaine et permettre une gestion plus pragmatique du pavillon national. Cette décision a été accompagnée par une série de mesures préconisées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a instruit les départements concernés de procéder entre autres au renforcement de la flotte maritime nationale par l’acquisition de nouveaux navires pour le transport commercial, celle-ci étant un symbole de la

souveraineté nationale. Par ces mesures, l’Algérie veut capitaliser sur son trafic maritime qu’elle considère comme un levier important dans sa politique économique, et de ce fait, la nouvelle stratégie des pouvoirs publics vise notamment à sécuriser les approvisionnements du pays en produits stratégiques, participer de manière substantielle au transport des marchandises depuis et vers l’Algérie, et réduire les transferts de devises à l’étranger au titre des services. C’est sous la houlette du ministère des transports, que Gatma s’est engagé dans une transformation en profondeur de ses activités maritimes. Et de déclaré que la vision future et la feuille de route adop-

tée pour la restructuration des deux entreprises à la base des critères pratiques permettant la relance de l’activité du transport maritime de marchandises, la réalisation de l’équilibre financier et l’atteinte des objectifs tracés par les pouvoirs publics. L’une des premières étapes de cette refonte a été la création de la nouvelle compagnie « Cnan ElDjazair », qui rassemble désormais « Cnan Nord » et « Cnan Med » pour consolider ses capacités. Cette démarche s’inscrit dans le cadre de l’accompagnement des opérateurs économiques et de la mise en œuvre de la stratégie tracée pour booster les capacités de fret. Elle vise aussi à accéder aux marchés africains notamment après

l’inauguration des lignes maritimes commerciales vers la Mauritanie et le Sénégal, tout en prospectant de nouveaux marchés prometteurs tels que les pays du Golfe et l’Afrique de l’Est. Revenant l’affaire des deux navires algériens de transport de marchandises, le Timgad et le Sedrata, jusque-là immobilisés au port d’Anvers, en Belgique, elle connaîtra un dénouement. Car précise-t-elle qu’avec « le soutien des autorités, nous avons pu récupérer un navire. Le deuxième est en cours de rapatriement, et nous voulons que ce navire soit doté de tous les équipements nécessaires et conformes aux conditions internationales de navigation, a-t-elle déclaré.

CLIMAT

Les pays riches ont rempli l'objectif de 100 milliards de dollars d'aide en 2022

Les pays riches ont atteint en 2022 leur objectif d'aide climatique annuelle de 100 milliards de dollars pour les pays plus pauvres, avec deux ans de retard sur l'engagement pris pour 2020, a affirmé l'OCDE mercredi. "En 2022, les pays développés ont fourni et mobilisé un total de 115,9 milliards de dollars pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement", selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée de la compatibilité officielle de cette promesse qui doit être renégoziée d'ici la COP29 en novembre à Bakou (Azerbaïdjan). Les pays riches, principaux responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre, s'étaient engagés en 2009, sous l'égide de la Convention des Nations unies sur la lutte contre le changement climatique (CNUCC), à porter au chiffre rond de 100 milliards de dollars par an leur aide climatique d'ici 2020 et jusqu'en 2025. Ces fonds servent en majorité à financer la décarbonation de l'énergie et des transports, ainsi qu'à aider les pays pauvres à sécuriser leur approvisionnement en eau, notamment pour l'agriculture, à reforester et à des travaux d'assainissements, afin de s'adapter aux conséquences des phénomènes climatiques extrêmes. S'accorder sur le nouveau montant de cette aide au-delà de 2025 est le principal résultat attendu en novembre à la 29e Conférence climatique des Nations unies.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE ET APPLE ANNONCENT UNE COLLABORATION HISTORIQUE

Apple Music désormais disponible sur les téléviseurs LG en Algérie

LG Electronics Algérie et Apple sont ravis d'annoncer une collaboration historique qui apporte l'application Apple Music aux téléviseurs LG équipés de webOS 4.0 ou versions ultérieures en Algérie. Cette intégration permet aux utilisateurs de profiter de la musique en Dolby Atmos, enrichissant ainsi l'expérience visuelle et sonore exceptionnelle déjà offerte par LG depuis 2018.

Trois mois d'Apple Music gratuits pour célébrer cette étape

Pour marquer cette étape remarquable, LG offre trois mois d'Apple Music gratuits aux utilisateurs de LG Smart TV en Algérie. Cette offre est disponible pour les nouveaux abonnés sur les téléviseurs intelligents LG compatibles (modèles 2018 et ultérieurs) exécutant webOS 4.0 et supérieur. L'essai gratuit de trois mois peut être activé via l'application Apple Music sur les appareils LG approuvés, du 30 avril 2024 au 30 avril 2025.

Une expérience musicale révolutionnaire avec Apple Music en Spatial Audio

Les téléviseurs LG sont les premiers à prendre en charge Apple Music en Spatial Audio avec Dolby Atmos, offrant une expérience musicale immersive avec un son surround haut de gamme. Cette technologie hypnotise les auditeurs avec un son captivant, élevant le plaisir audio à de nouveaux sommets.

Apple Music : une vaste bibliothèque musicale sans publicité

Apple Music est un service de streaming sans publicité, doté d'une vaste bibliothèque permettant aux abonnés d'écouter plus de 100 millions de chansons et 30 000 listes de lecture sélectionnées par des experts. Pour activer cette offre, les utilisateurs doivent mettre à jour leur téléviseur LG à la dernière version de webOS et télécharger l'application Apple Music. Ensuite, il suffit d'ouvrir l'application Apple Music sur le téléviseur LG compatible pour activer les trois mois d'abonnement gratuit et découvrir une bibliothèque musicale mondiale avec une qualité sonore exceptionnelle.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

COSOB

Lancement du projet de digitalisation des ordres de bourse dimanche prochain

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement officiel, dimanche prochain, du projet de numérisation des ordres de bourse. Ce projet sera lancé en "collaboration avec l'Autorité gouvernementale de certification électronique, dans le cadre de l'effort continu de la Cosob pour le développement du marché financier et boursier en Algérie", a t-elle précisé. Le projet sera officiellement lancé lors d'une cérémonie

qui se tiendra au siège de la Banque nationale de l'habitat (BNH), et " vise à améliorer l'efficacité et l'efficacité des transactions boursières, en rendant possible l'envoi électronique des ordres d'achat et de vente à travers les intermédiaires en opérations de bourse", explique la Cosob. Il s'inscrit "dans le cadre de la dynamique que connaît le marché financier et boursier en Algérie, concrétisant l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant à la nécessité de développer les

marchés financiers et boursiers pour financer l'économie", souligne le communiqué. "Ce projet s'inscrit également dans les orientations du gouvernement visant à généraliser la digitalisation dans tous les secteurs, notamment ceux liés à la digitalisation des services financiers et à améliorer leur utilisation par les citoyens", ajoute la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse.

SIGNATURE D'UN ACCORD POUR EXPLORER LES OPPORTUNITÉS DE CAPTAGE ET DE STOCKAGE DU CO2

Holcim El-Djazair et SLB unissent leurs forces pour la décarbonisation en Algérie

Holcim El-Djazair, leader national dans les solutions de construction innovantes et durables, et SLB, entreprise mondiale de technologie, sont fiers d'annoncer la signature d'un accord pour un cadre de collaboration afin d'explorer les opportunités de captage et de stockage du carbone [CCS]

en Algérie. La cérémonie s'est tenue en présence de M. Martin KRIEGNER, membre du Comité exécutif d'Holcim en charge de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique [AMEA], et de M. Redha KELKOULI, directeur général de SLB Afrique du Nord. Cet accord stratégique vise à explorer des solutions innovantes pour réduire les émissions de CO2, soutenant ainsi les engagements de l'Algérie en matière de réduction des gaz à effet de serre. « Nous sommes ravis de collaborer avec SLB pour explorer les possibilités offertes par les technologies CCS en Algérie. Cet accord reflète notre engagement à réduire notre empreinte carbone et à soutenir les objectifs de décarbonisa-

tion de l'Algérie », a déclaré Martin KRIEGNER. « Ce cadre de collaboration illustre le pouvoir du partenariat entre les leaders de l'industrie pour stimuler l'innovation et le développement durable. En combinant l'expertise technologique de SLB avec l'engagement de Holcim El-Djazair pour une construction durable, nous établirons les bases de bonnes pratiques pour les opérations industrielles et la gestion environnementale. Ensemble, nous ouvrons la voie vers un avenir plus vert et plus durable, où les principes de l'économie circulaire sont au cœur du développement industriel », a déclaré M. Redha KELKOULI.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصناديق
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Mai 2024

		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	77	90	64	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	80	92	69	الطماطم	
	Oignon sec	90	98	81	البصل الجاف	
	Ail sec	412	473	351	الثوم الجاف	
	Ail vert	109	123	95	الثوم الأخضر	
	Carotte	70	79	62	الجزر	
	Navet	96	106	85	لفت	
	petit pois	241	263	219	جلبانة	
	feve verte	109	121	97	فول اخضر	
	Courgette	91	101	80	الكوسة	
	Haricot vert	230	253	207	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	138	110	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	449	563	335	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	536	653	419	التمر	
	Orange	186	232	141	البرتقال	
	Citron	163	181	145	الليمون	
	Banane	350	364	336	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1703	1832	1574	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	317	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	101	87	حليب البقر (لتر)	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Nécessité de conjuguer les efforts pour améliorer le climat des affaires

La Direction régionale des Douanes Alger-Port a organisé une Journée d'information sur l'accompagnement de l'opérateur économique, lors de laquelle l'accent a été mis sur la nécessité de conjuguer les efforts pour appuyer les démarches des pouvoirs publics en termes d'instauration des mécanismes d'amélioration du climat des affaires et de renforcement des investissements pour le développement économique.

Par R E

Les participants à cette journée, organisée en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Mezghena), ont indiqué que les mesures prises par les pouvoirs publics étaient à même de renforcer la compétitivité des entreprises productrices et faciliter l'exportation des produits algériens vers l'étranger, notamment l'Afrique. La journée s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation des opérateurs économiques aux mesures et avantages douaniers qui leur sont accordés, leur permettant

d'exprimer leurs préoccupations concernant les transactions. Il s'agit aussi de proposer les solutions idoines pour la régulation des procédures administratives. Intervenant à cette occasion, le président de la CACI, Charef Rabah a affirmé que cet évènement constituait une opportunité pour s'informer des nouvelles procédures à même de faciliter l'exportation et l'importation et relancer l'économie. De son côté, le Secrétaire général (SG) de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Khaled Dehane, s'est félicité des motivations pénales et douanières et des facilitations destinées au profit des opérateurs économiques en vue d'en-

courager l'export et atteindre l'objectif ambitieux s'agissant de l'augmenter à 30 Mds USD en 2030, affirmant que toutes les recommandations issues de cette journée seront soumises aux autorités supérieures afin de les prendre en charge. Le Directeur régional des Douanes d'Alger-Port, le Contrôleur général Nabti Mohamed Lamine a, par ailleurs, rappelé les efforts de la direction des douanes qui veille à l'application de la réglementation et de la législation en vigueur, en vue de protéger la santé publique, lutter contre la contrebande et maintenir la sécurité nationale dans le cadre d'une démarche portant soutien à la production locale et à la

promotion des exportations hors hydrocarbures, affirmant que les services des douanes continuent d'accompagner les opérateurs économiques en vue de les informer des facilitations et des nouveautés juridiques pouvant faciliter le fonctionnement de leurs activités. Lors de cette journée, les intervenants ont abordé les facilitations accordées visant l'allègement des délais et des coûts douaniers en plus des détails des systèmes douaniers économiques, de l'Opérateur économique agréé (OEA), des concepts liés aux marchandises, de la déclaration douanière, des droits, des tarifs et de la lutte contre la fraude et la contrebande.

MOHAMED LAAGAB, MINISTRE DE LA COMMUNICATION

«L'Algérie a besoin de médias forts et efficaces»

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a souligné, mercredi à Alger, l'importance de la formation et de la spécialisation des journalistes pour relever les défis auxquels l'Algérie est confrontée. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux des ateliers sur le cadre constitutionnel et juridique de l'élection présidentielle, organisés par la Cour constitutionnelle, en collaboration avec le ministère de la Communication, M. Laagab a insisté sur l'importance de la spécialisation et de la formation des journalistes pour garantir aux citoyens leur droit à l'information, à travers des médias profession-

nels, compétents et performants. «L'Algérie a besoin de médias forts et efficaces, a fortiori dans le contexte actuel où l'activité médiatique mondiale est forte et influente, s'adressant même à nous dans notre langue maternelle", a-t-il soutenu. "Le secteur de l'information connaît désormais une bonne dynamique, car nous avons uni nos forces avec les établissements médiatiques publics et privés au service de notre pays, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a déjà pris de nombreuses mesures pour conforter et soutenir les établissements médiatiques", a-t-il ajouté.

Et de saluer, par là même, l'initiative de la Cour constitutionnelle d'organiser cet atelier de formation au profit des médias nationaux et des journalistes accrédités travaillant pour des médias étrangers, en prévision de l'évènement majeur que le pays s'apprête à vivre, à savoir l'élection présidentielle du 7 septembre 2024. Après avoir souligné que les organismes employeurs étaient tenus d'assurer des formations à leurs journalistes en vertu de la loi organique sur l'information, le ministre a rappelé que le secteur avait organisé de nombreuses rencontres, sessions de formations et conférences spécialisées au profit de

quelque 700 journalistes des secteurs public et privé. M. Laagab a annoncé, à cette occasion, l'organisation prochaine de plusieurs sessions de formation, notamment un atelier sur le journalisme économique et l'analyse des données, le 4 juin prochain, au profit de 60 journalistes. Il a également évoqué le lancement, par le ministère de la Communication, en collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, du Prix du meilleur contenu journalistique promouvant la destination touristique Algérie, ainsi que l'organisation d'un atelier sur le journalisme touristique, le 25 juin prochain, à l'occa-

sion de la Journée nationale du tourisme. Le ministère de la Communication contribuera également, avec le concours du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), à la création du Forum de l'information économique africaine, qui devrait se tenir fin juin-début juillet 2024, a-t-il fait savoir, précisant qu'il s'agissait d'un espace permettant aux journalistes de découvrir les capacités de production et d'exportation de l'Algérie. Il a également indiqué que son département comptait parrainer un Forum sur les sites web africains, en vue de faire de l'Algérie un hub médiatique africain à l'avenir.

R E.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

Pour une architecture financière mondiale plus équitable et plus représentative

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains participant aux Assemblées annuelles 2024 de la Banque africaine de développement (BAD) ont appelé, hier à Nairobi (Kenya), à la refonte de l'architecture financière mondiale, jugée injuste et défavorable pour les pays du continent. Ce dialogue présidentiel de haut niveau s'est tenu avec la participation de 14 chefs d'Etat et de gouvernement africains, et des responsables de plusieurs institutions régionales, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les intervenants lors de cette séance ont été unanimes à souligner que l'architecture financière mondiale actuelle était caractérisée par «l'insuffisance des financements abordables et ne permettait pas d'atteindre les objectifs de développement en Afrique». Dans ce cadre, William Samoei Ruto, président du Kenya, pays hôte des Assemblées annuelles 2024 du groupe de la BAD, a es-

timé que la transformation économique souhaitée en Afrique nécessitait un engagement constant de ressources considérables pour investir dans les infrastructures et les capacités industrielles. Cependant, «nous sommes confrontés aux barrières rigides d'une architecture financière mondiale qui est fondamentalement mal alignée avec nos aspirations», a déclaré le président Ruto, faisant observer que les taux appliqués pour les Africains sur les marchés internationaux "sont supérieurs de 8 à 10 fois plus par rapport à ceux payés par le reste du monde". Ces taux d'emprunt élevés tiennent compte d'un «profil de risque arbitraire qui n'est pas appliqué lors de l'examen des projets d'extraction de nos ressources minières, même dans les zones de conflit», soutient-il. Le président kényan préconise, dans ce sens, d'aller vers une nouvelle architecture qui favorise le développement en Afrique à travers des financements souples et flexibles, à long terme, qui prennent en compte

les priorités africaines notamment en matière de climat, avec des taux faibles et des volumes importants. De son côté, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a souligné que les apports de financements extérieurs pour la gestion de développement de l'Afrique ont été «très loin des attentes, traduisant ainsi une injustice à l'égard du continent». Cette situation «injuste» s'illustre notamment dans le domaine du climat où les Africains subissent les effets du réchauffement climatique sans qu'ils en soient responsables historiquement, alors qu'ils ne bénéficient pas d'une solidarité financière à la hauteur des défis climatiques. Pour faire face à cette injustice, «il est impératif plus que jamais pour les Africains de parler d'une seule voix, notamment à travers une réforme intra-africaine, pour pouvoir compter au monde». Le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a appelé les institutions et les banques multilatérales de développe-

ment à optimiser leur engagement afin de lever davantage de financements pour soutenir les pays africains. «On ne saurait trop insister sur la nécessité de réformer l'architecture financière internationale afin de mobiliser les ressources indispensables au financement des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030», a-t-il martelé. Revenant sur le bilan de la BAD en 2023, M. Adesina a fait savoir que les financements de cette institution dépassaient les 10 milliards de dollars, destinés à réaliser ses cinq grandes priorités: «éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie de ses populations». Depuis le lancement en 2016 de ces cinq objectifs, baptisés High 5, les financements de la BAD ont touché plus de 400 millions de personnes, selon le premier responsable de cette institution financière régionale qui fête en 2024 le 60e anniversaire de sa création.

AIN DEFLA

Distribution de plus de 3.000 logements et aides à l’habitat rural le 5 juillet prochain

Au total 3.091 logements de différentes formules et décisions d'aide à l'habitat rural, seront distribués dans la wilaya d'Ain Defla à l'occasion du 62e anniversaire de l'Indépendance nationale le 5 juillet prochain, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur locale du logement M. Bouchouicha Mourad. Le premier responsable du secteur a précisé, lors d'un conseil de wilaya consacré à la situation des programmes de logements tenu en début de cette semaine, que ces 3.091 logements et aides à l'auto-construction sont repartis sur une quinzaine de communes. Sur ce quota, M. Bouchouicha a dénombré 733 logements publics locatifs (LPL), 932 autres réalisés dans le cadre de la formule location-vente, 376 logements participatifs aidés (LPA) et 50 logements de la promotion immobilière libre auxquels s'ajoutent 1.000 décisions d'aide à l'habitat rural, affirmant que ce programme, en voie d'achèvement, sera livré le 25 juin prochain. Pour sa part, le chef de l'exécutif local, Aissa Aziz Bouras, a mis l'accent sur le respect des délais de réalisation, donnant des instructions pour "réceptionner des logements finis" le jour de la distribution qui coïncide avec le 62e anniversaire de l'Indépendance. Il a également insisté sur le respect de la réglementation quant à la distribution des logements publics locatifs (LPL) devant être attribués aux "bénéficiaires méritants", instruisant les services de daïras à "accélérer la cadence du traitement des dossiers" des demandeurs de ce type de logements.

EHU D'ORAN

Un workshop sur l’intubation difficile par fibroscopie

Les travaux d'un projet pilote de gestion intégrée des déchets dans les wilayas de Sétif et de Constantine ont été lancés, mardi à Alger, pour la mise en place d'une gestion non conventionnelle des déchets solides et organiques et l'orientation du réseau des valeurs de ces déchets vers l'économie circulaire en les transformant en engrais et en énergie.

L'atelier de lancement des travaux dudit projet, mené en coordination avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie et le groupe industriel "Divindus", avec le concours du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), s'est déroulé sous le haut patronage de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb. Ce projet de coopération internationale (AIM-WELL), intitulé "Gestion intégrée des déchets et production d'énergie au niveau local en Algérie", permettra de valoriser l'équivalent de 600 tonnes par jour de déchets organiques dans la wilaya de Sétif, grâce à la création d'une unité de transformation de ces déchets en engrais de manière rationnelle et écologique. Il vise, également, à réduire le volume des déchets destinés à l'enfouissement à travers la création d'un centre de tri des déchets ménagers d'une capacité de traitement de 750 tonnes par jour et la mise en place d'une unité de production d'engrais dans la wilaya de Constantine, précise Mme Dahleb. Dans le cadre de ce projet qui intervient en droite ligne avec la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'économie circulaire, le laboratoire OPT DIVINDUS sera équipé pour contrôler la qualité de ces engrais organiques, afin de garantir la protection de la santé publique et de l'environnement. De son côté, la représentante résidente du PNUD en Algérie, BlertaAliko a fait savoir que la valeur de l'aide du FEM à

ce projet s'élève à 4,6 millions USD, affirmant que le PNUD est fier de coordonner avec l'Algérie pour mettre en œuvre ce projet. La Directrice de l'environnement et du développement durable au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Manel El Ayoubi, a affirmé que le projet constituait un pas important pour la mise en place de stratégies efficaces de gestion des déchets selon une vision globale qui tient compte des spécificités de la société socioéconomique, culturelle et environnementale, soulignant que la coopération internationale multilatérale imprimera une dimension inclusive à travers l'investissement et l'encouragement de l'utilisation des déchets pour générer de la richesse. L'atelier, qui a connu la présence de représentants de six (6) départements ministériels concernés par la mise en œuvre de ce projet, a porté sur différents détails et étapes du projet, en vue de définir les rôles et les responsabilités de toutes les parties qui y participent. En outre, cet atelier offre la possibilité de traiter les différents développements et difficultés que le projet pourrait rencontrer avant son lancement, de manière à assurer la bonne mise en œuvre du projet dans les délais impartis, à savoir cinq ans. Selon les explications fournies, le projet a pour but de d'assurer la gestion non-conventionnelle des déchets solides et organiques, l'orientation du réseau de valeurs de ces déchets vers l'économie

circulaire via leur transformation en engrais et en énergie permettant de réduire leur volume et d'atténuer leur impact sur l'environnement, outre la réduction des distances de transport vers les décharges, la création d'une valeur ajoutée aux déchets, et la diminution des émissions de dioxyde de carbone et des niveaux de pollution. Autres objectifs de ce projet, la création de nouveaux emplois, la réduction des risques pour la santé publique et l'amélioration du niveau de récupération et de transformation, tout en favorisant des solutions judicieuses financièrement. Lors de l'atelier, la structure organisationnelle du projet, les parties prenantes, les plans d'activités et leur valeur financière ont été présentés. Participeront à ce projet, des représentants des secteurs de l'Environnement, des Energies renouvelables, des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Aménagement du territoire, de l'Energie et des Mines, de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que nombre d'instances, à l'instar du Conseil économique, social et environnemental (CNESE), de l'Agence nationale des Changements climatiques (ANCC), de l'Agence nationale des déchets (AND), de l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et des autorités locales des deux wilayas concernées.

UNIVERSITÉ D'ALGER 3 :

Colloque sur «le rôle de l’université dans le renforcement de la culture de cybersécurité»

L'université d'Alger 3 a organisé, mardi à Alger, un colloque sur "le rôle de l'université dans le renforcement de la culture de cybersécurité" en vue de mettre en avant l'importance de la recherche et de la formation dans la promotion des moyens de lutte contre la cybercriminalité. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux, le recteur de l'université, M. Khaled Rouaski, a affirmé que ce colloque s'inscrivait "dans le cadre des activités qualitatives organisées par l'université d'Alger (3) au titre de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et ses efforts visant à opérer des réformes à même de promouvoir l'université".

"Vu son importance majeure pour l'Algérie, la cybersécurité a été introduite officiellement parmi les priorités de recherche à travers tout le pays eu égard aux grands impacts de la cybercriminalité", a-t-il soutenu, mettant en avant "le rôle primordial" de l'université dans "le renforcement de la politique de la cybersécurité tant au niveau de la recherche que pour la formation des cadres". Il a en outre mis l'accent sur l'engagement de l'université à l'organisation de ce genre de colloques "scientifiques qualitatives" qui contribuent à diffuser une culture de cybersécurité, rappelant les initiatives visant à "numériser toutes la facultés avant la rentrée universitaire prochaine en

s'appuyant sur des compétences nationales". Pour sa part, la présidente du colloque, Dalila Laoufi a souligné l'importance de cet événement "imposé par les exigences de la conjoncture, lequel vise à renforcer la conscience face aux risques du crime cybernétique, sans pour autant négliger les différents moyens de protection de l'espace électronique. Par ailleurs, les participants de cet atelier ont mis en exergue l'importance de réaliser la sécurité cybernétique en "renforçant les mesures de protection des données et des systèmes de sécurité contre les attaques numériques dans le cadre d'une stratégie nationale". Dans ce contexte, le chef du bureau

de stratégie du numérique à l'université d'Alger (3), Noufeyl Hadid a évoqué dans son intervention les conditions liées à l'émergence du crime électronique constituant un danger pour les internautes, notamment en ce qui concerne les transactions financières. Par ailleurs, Mustapha Bouroubi a insisté sur "l'importance de l'information, étant une source vitale pour la création de la richesse", soulignant "l'importance d'œuvrer à sécuriser le contenu en vue de réduire la fracture numérique et faire face aux défis menaçant la sécurité des données, et ce en adoptant une stratégie ayant pour objectif de renforcer les moyens à même de contrecarrer les dangers".

Surveillance numérique : on en veut toujours plus !

Sur le papier, la France est en pointe dans la défense de la vie privée et des données personnelles sur Internet, sur les réseaux sociaux et toute autre forme de programmes informatiques comme l'intelligence artificielle.

Par Jacques Henno

Dans son rapport 2023, la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), sous la plume de sa présidente, s'enorgueillit d'avoir reçu 16.433 plaintes, « soit le double d'avant 2018 [...] ». Ces chiffres témoignent d'un intérêt croissant du public pour les enjeux "informatique et libertés", comme le confirment également les presque 12 millions de visiteurs ayant consulté le site de la CNIL en 2023 ». Pourtant, qui se souvient encore que la loi informatique et libertés de janvier 1978, instituant la CNIL, a été votée en réaction au projet Safari (Système automatisé pour les fichiers administratifs et répertoires des individus), qui visait à utiliser un identifiant unique afin d'interconnecter tous les fichiers que les administrations possédaient sur une même personne ? L'idée avait soulevé un tollé à l'époque. Aujourd'hui, les bases de données des impôts, des CAF (caisses d'allocations familiales) ou des Crous (centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires), par exemple, sont reliées entre elles. La chasse à la fraude est même ouverte sur les réseaux sociaux, puisque,

selon la loi de finance pour 2024, des « agents des finances publiques [...] spécialement habilités peuvent [...] sous pseudonyme et sans être pénalement responsables, prendre connaissance de toute information publiquement accessible sur les plateformes en ligne [...] ». Autrement dit, si vous vous pavanez sur Facebook au volant d'un bolide italien ou allemand, votre déclaration de revenus a intérêt à être à la hauteur. Attention aussi aux images satellites qui peuvent trahir votre piscine non déclarée ! Mais, là, l'algorithme de Bercy se tromperait de cible une fois sur trois, selon le syndicat CGT-Finances Publiques des Bouches-du-Rhône. Les logiciels de reconnaissance faciale sont beaucoup plus efficaces, comme l'a démontré ce jour - naliste canadien qui, fin 2023, a retrouvé en quelques clics une présumée terroriste de la Fraction armée rouge, recherchée depuis plus de trente ans par la police allemande. A l'heure de la vidéosurveillance généralisée, la photo d'une personne constitue un autre « identifiant unique » permettant de la suivre à la trace. Si vous pensez que votre dossier photo est vierge sur Internet ou, pire, le Dark Web, allez jeter un coup d'œil sur PimEyes... La situation est encore pire, bien sûr, si vous êtes présents sur les ré-

seaux sociaux. Qui se souvient encore qu'Edward Snowden, un employé d'un sous-traitant de la NSA (National Security Agency), l'agence du renseignement électronique américaine, avait révélé en 2013 que cette organisation siphonnait allègrement les informations accumulées sur chacun d'entre nous par, entre autres, Microsoft, Yahoo!, Google, Facebook, YouTube, Apple... Le tout, officiellement, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le Trans-Atlantic Data Privacy Framework (cadre de protection des données UE - Etats-Unis), qui régit les transferts de données des citoyens européens vers les Etats-Unis, n'y a rien changé. C'est une véritable passoire qui avait d'ab or d été rejetée en avril 2023 par le Parlement européen avant d'être approuvée par la Commission européenne. Dans ce contexte, les reproches de Washington vis-à-vis de la Chine et de son réseau social TikTok, auquel sont abonnés 170 millions d'Américains, ne manquent pas de sel. La NSA sait très bien ce qu'une agence gouvernementale peut faire avec autant de données... Malheureusement, il suffit de discuter des réseaux sociaux avec des collégiens ou des lycéens pour comprendre que les générations qui seront aux manettes dans quelques années se soucient

comme d'une guigne de ces « délires de barbouzes ». Ils ne voient même pas où est le problème quand on leur explique qu'un algorithme observe tout ce qu'ils font sur Snapchat ou Instagram et leur pousse des contenus personnalisés afin de leur faire passer toujours plus de temps sur ces plateformes. Les adultes sont à peine plus lucides. Des recherches ont montré qu'une des motivations qui nous poussent à accepter de laisser toujours plus de traces numériques, malgré le risque qu'elles puissent être utilisées à des fins de profilage commercial ou sécuritaire, pouvait être la tentation de nous survivre à nous-même en nous construisant une forme d'éternité numérique. Déjà des start-up américaines et chinoises proposent d'utiliser l'intelligence artificielle et toutes les archives numériques qu'ont laissées nos morts pour faire revivre ces derniers sous forme d'un avatar et d'un robot conversationnel. Les réseaux sociaux nous vendront-ils bientôt cette option : créer un double numérique de nous-mêmes dont le chatbot pourra éternellement répondre à tous les reproches de nos descendants, sur des générations et des générations ? Les psys vont avoir du travail...

Source : Les Echos

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Quel rôle pour les chercheurs dans 30 ans ?

Le développement des outils d'intelligence artificielle bouleverse en profondeur l'enseignement supérieur. Impossible de continuer à former les futurs chercheurs sans tenir compte de ces technologies. Par Cylien Gibert et Audrey Rouzies (*) Au début des années 2000, nos directeurs de thèse nous expliquaient la chance que nous avions de bénéficier, grâce à la révolution numérique, d'un accès instantané à l'intégralité des productions scientifiques via des bases de données. Ils nous décrivaient « le monde d'avant », celui où se procurer un ouvrage supposait de se rendre jusqu'à une bibliothèque parfois éloignée et d'y passer de longues heures à faire des photocopies. Ces superviseurs voyaient ces tâches traditionnelles comme participant à la construction des jeunes chercheurs et se demandaient ce que deviendrait ce « tour de main » avec la révolution numérique. Le développement rapide de l'IA nous renvoie aujourd'hui à des questionnements similaires : les futurs chercheurs risquent-ils de ne plus avoir les compétences et les savoir-faire essentiels à l'exercice de leur métier ? Si les opportunités et menaces de l'IA sur les activités

d'enseignement ont été immédiatement identifiées et mises au cœur des réflexions, cette avancée technologique pose également des défis significatifs pour la formation des futurs chercheurs qui n'ont pour leur part pas encore été pris en considération.

Automatisation du traitement des données

L'acquisition de méthodes de collecte et d'analyse de données complexes constitue aujourd'hui l'un des piliers de la formation des doctorants. Il s'agit par exemple de savoir coder une grande quantité de données narratives, de développer des designs d'expérimentation adaptés, ou d'utiliser des outils statistiques complexes. Or l'IA (par exemple ChatGPT et son module « data analyst ») automatise et accélère de façon drastique ce travail de traitement des données. Les générations futures peuvent-elles se passer d'apprendre à réaliser ces collectes et à mener ces analyses en les sous-traitant à l'IA ? Cette dépendance technologique pourrait les rendre vulnérables dans des situations où l'IA s'avèrera inadaptée ou inaccessible. Plus

grave encore, elle pourrait diminuer leurs capacités critiques avec une acceptation passive des résultats générés : le doctorant qui aurait systématiquement confié ses analyses à l'IA serait incapable d'en détecter les erreurs. D'autre part, l'utilisation d'une IA formée sur des données existantes soulève des inquiétudes. Est-il possible que le recours à l'IA pousse à reproduire des erreurs et des biais déjà présents dans les données d'entraînement, créant ainsi un risque de récursivité ? En outre, l'utilisation généralisée de l'IA basée sur des données d'entraînement préexistantes pourrait-elle conduire à des résultats qui ne remettent pas en cause le statu quo, limitant ainsi la nouveauté des futures découvertes scientifiques ?

Éthique de la recherche

Face à ces défis, une approche équilibrée s'impose. Il est nécessaire de valoriser les nouvelles compétences techniques permettant d'utiliser l'IA, en gardant une posture critique vis-à-vis du recours à cette technologie. Il s'agit par ailleurs de continuer à transmettre aux doctorants des compétences analytiques fondamentales afin qu'ils conservent leur autono-

mie intellectuelle. Dans les écoles doctorales, le renforcement des cours dédiés au développement de la pensée critique, tels que l'épistémologie et les diverses approches méthodologiques, est une piste. L'intégration de modules d'éthique de la recherche et d'intégrité scientifique directement en lien avec l'utilisation de l'IA en est une autre. In fine, il s'agit d'inculquer aux futurs chercheurs la responsabilité de l'exactitude des résultats qu'ils produisent, y compris si ces derniers sont générés par l'IA. L'objectif est de s'assurer que l'utilisation des outils d'IA ne détruise pas à terme ce qui fait la valeur de ce métier : rigueur de la démarche méthodologique, sens critique et réflexivité. Ouvrons le dialogue au sein des centres de recherche et des écoles doctorales afin de construire des solutions collectives qui permettront de faire perdurer la capacité à créer des connaissances nouvelles.

(*) Audrey Rouzies est directrice de l'Ecole doctorale de gestion à l'Université Toulouse Capitole et Cylien Gibert est chercheur en sciences de gestion à Toulouse School of Management Research.
Source : La Tribune.fr

ARABIE SAOUDITE

Le roi Salmane émet un décret royal pour accueillir mille pèlerins issus de familles de victimes palestiniennes

L'agence de presse saoudienne a rapporté aujourd'hui que le roi Salmane avait émis un décret royal pour accueillir mille trois cents pèlerins provenant de plus de quatre-vingt-huit pays, dont mille membres de familles de victimes palestiniennes.

Vingt-deux pèlerins issus des familles de jumeaux conjoints qui ont été séparés dans le Royaume participeront également à ce programme.

Le ministre des Affaires islamiques, Abdelatif ben Abdelaziz, a exprimé sa profonde gratitude envers le roi Salmane et le prince héritier, Mohammed ben Salmane, pour leur générosité. Il a souligné que cet acte témoigne de leur engagement constant envers le bien-être des musulmans à travers le monde, soutenant ainsi l'islam et favorisant l'unité et la fraternité lors du Hajj, qui est entièrement financé par le roi Salmane.

En effet, le ministère met en place des services complets à La Mecque et à Médine afin de faciliter cette initiative. Depuis l'émission du décret royal, le ministère s'est activement préparé à accueillir ces pèlerins en élaborant une stratégie impliquant plusieurs comités chargés de les accompagner de leur départ à leur retour. L'objectif est de garantir qu'ils puissent effectuer l'Omra et le Hajj sans encombre, visiter Médine et accomplir leurs prières dans la Mosquée du Prophète. Pendant ses vingt-six années d'existence, le programme a accueilli plus de soixante mille pèlerins.

TUNISIE

Un projet d'hydrogène vert de 8,7 milliards \$ avec TotalEnergies

Le projet prévoit la production de l'hydrogène vert par électrolyse d'eau de mer dessalée, en utilisant de l'électricité renouvelable produite par des parcs solaires et éoliens terrestres. Sa capacité de production initiale sera de 200 000 tonnes.

Un consortium formé par TotalEnergies, EREN et Verbund a signé, le lundi 27 mai 2024, un mémorandum d'entente avec le gouvernement tunisien pour développer un projet de production d'hydrogène vert d'un coût initial de 8 milliards d'euros (8,7 milliards de dollars). Ce projet, baptisé « H2 Notos », marque une étape cruciale dans la stratégie énergétique de la Tunisie visant à réduire le déficit énergétique et à adopter un modèle énergétique durable.

Le projet H2 Notos prévoit la production d'hydrogène vert par électrolyse de l'eau de mer dessalée, utilisant de l'électricité renouvelable produite par des parcs solaires et éoliens terrestres. La capacité de production initiale sera de 200 000 tonnes d'hydrogène vert par an, avec une ambition d'atteindre un million de tonnes par an dans une phase ultérieure. L'installation de 5 gigawatts d'énergies renouvelables est prévue à l'horizon 2030.

Le gouvernement tunisien a indiqué que ce projet s'inscrit dans sa stratégie nationale de l'hydrogène vert, visant à attirer des investissements locaux et étrangers et à exploiter les infrastructures industrielles et énergétiques disponibles. Cette stratégie prévoit la production de 8,3 millions de tonnes d'hydrogène vert et de ses dérivés à l'horizon 2050, dont 2,3 millions de tonnes destinées au marché local et six millions de tonnes à l'exportation. L'ensemble de ces initiatives pourrait générer des investissements totalisant 120 milliards d'euros et créer 430 000 emplois directs et indirects.

Le projet bénéficiera d'un accès privilégié au marché européen grâce au « South2 Corridor », un pipeline dédié reliant l'Afrique du Nord à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, avec une mise en service prévue vers 2030. Michael Strugl, directeur général de Verbund, a souligné que ce corridor permettra de garantir un approvisionnement stable

en hydrogène vert pour l'industrie européenne, tout en soutenant le développement économique durable de la Tunisie.

Fatma ThabetChiboub, ministre tunisienne de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, a déclaré que cet accord renforce l'attractivité de la Tunisie pour les investissements étrangers dans les énergies renouvelables et soutient la transition énergétique du pays.

Le projet H2 Notos est perçu comme un pivot stratégique pour la Tunisie dans le domaine des énergies renouvelables, avec un potentiel significatif pour alimenter à la fois le marché local et les marchés européens en hydrogène vert et ses dérivés tels que l'ammoniac vert, le méthanol vert et les carburants synthétiques verts.

Le partenariat entre TotalEnergies, EREN et Verbund pour ce projet souligne l'engagement des entreprises à investir dans des solutions énergétiques durables et innovantes, contribuant ainsi à la transition énergétique mondiale.

EGYPTE

Le Caire vend ses terres et infrastructures aux pays du Golfe

Depuis dix ans, le pays, très endetté, cède des actifs dans le tourisme, l'agriculture ou les ports aux Emirats arabes unis et à l'Arabie saoudite. Alors que l'Egypte est confrontée à un manque criant de devises étrangères, les Emirats arabes unis s'apprêtent à injecter 35 milliards de dollars (32,1 milliards d'euros) en deux mois dans

le pays. La majeure partie des fonds est destinée au développement de Ras El-Hikma, une péninsule de 170 millions de mètres carrés s'étirant sur près de 50 kilomètres de plages de sable blanc. Derrière cette acquisition se trouve le fonds souverain émirati Abu Dhabi Developmental Holding Company (ADQ), dirigé par le cheikh

Tahnoun Ben Zayed, le frère du dirigeant des Emirats, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane. ADQ, qui assurera la gestion du projet, souhaite faire de Ras El-Hikma « l'une des plus grandes villes nouvelles développées par un consortium privé » en la convertissant en destination touristique de luxe, couplée d'un centre financier et d'une

zone franche. Cet accord, sans précédent dans l'histoire de l'Egypte, selon son premier ministre, Moustafa Kemal Madbouli, a été annoncé, le 23 février, en grande pompe depuis la nouvelle capitale administrative, appelée Wedian ou Al-Masa, autre projet faramineux dans lequel l'émirat a largement investi.

PONT DE ROSSO EN MAURITANIE

Les travaux exécutés à 17 %, selon le ministre de l'Équipement et des Transports

Le ministre mauritanien chargé de l'Équipement et des Transports, Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed, a déploré, vendredi, la lenteur dans l'exécution des travaux de construction du pont de Rosso, dont le taux n'est que 17 pour cent, alors même que la consommation des délais a atteint 13 pour cent. Il a dressé ce constat devant la presse en marge d'une visite de chantier en compagnie du ministre sénégalais des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens, Malick Ndiaye. Il estime que « des choses et des ac-

tions » devront être entreprises pour améliorer le rythme d'exécution du chantier. C'est un projet emblématique et très important pour les chefs d'Etat des deux pays, leur gouvernement et les peuples sénégalais et mauritaniens, a-t-il souligné. Le ministre sénégalais des Infrastructures et des Transports terrestres aériens, Malick Ndiaye, a rappelé les instructions des dirigeants des deux pays sur l'importance de travailler rapidement main dans la main pour la réalisation du joyau que constitue le pont de Rosso.

Malick Ndiaye précise que l'achèvement des travaux est prévu dans le courant de l'année 2026, expliquant que c'est pourquoi il a entamé des discussions avancées avec son homologue mauritanien, sur notamment des points d'exécution du projet. Il a salué la cohabitation harmonieuse entre les deux pays, laquelle reflète selon lui l'image des deux villes frontalières, Rosso Sénégal et Rosso Mauritanie. Cette cohabitation harmonieuse donne une signification particulière à l'intégration africaine, illustrant l'importance de baptiser le pont du nom

des deux villes frontalières. La rencontre entre les deux hommes a permis de procéder à une visite de chantier en présence du Walid (gouverneur) du Traaza. Elle a été suivie d'une réunion avec l'ensemble des opérateurs du projet : les administrations territoriale et centrale, les bureaux de contrôle, l'unité de gestion et la société chargée de la réalisation du projet. Il y a eu ensuite un exposé de l'administration du projet, suivi de celui du bureau de contrôle avant de recueillir, puis de la société chargée de l'exécution du projet.

DETTE ZAMBIENNE

Accord imminent avec les créanciers privés sur 3 milliards de dollars

Lusaka a proposé à ses créanciers privés d'échanger des euro-obligations en circulation arrivant à échéance en 2022, 2024 et 2027 contre des euro-obligations à amortissement échelonné, dont l'une aurait des remboursements plus élevés, si les perspectives économiques du pays s'amélioraient.

Plus de 90% des détenteurs des euro-obligations en circulation de la Zambie ont déjà accepté la proposition du gouvernement zambien relative à la restructuration de 3 milliards de dettes, rapprochant ainsi le pays de l'achèvement d'un laborieux processus de restructuration de sa dette, a annoncé le ministère des Finances dans un communiqué le mardi 28 mai 2024. « Près de quatre ans après notre premier défaut de paiement sur nos euro-obligations, le chapitre de la restructuration de la dette est en passe d'être clos », s'est félicité le ministère indiquant que le vote sur la proposition du gouvernement soumise

aux détenteurs des euro-obligations doit s'achever le 30 mai. Dans le cadre du plan proposé, les détenteurs d'obligations échangeront des euro-obligations en circulation arrivant à échéance en 2022, 2024 et 2027 contre des euro-obligations à amortissement échelonné, dont l'une aurait des remboursements plus élevés, si les perspectives économiques du pays s'amélioreraient. Les créanciers bilatéraux de la Zambie avaient rejeté un premier accord de principe conclu en novembre 2023 avec les détenteurs des euro-obligations, au motif qu'il « n'offrait pas de conditions compa-

rables à celles relatives à la restructuration de 6,3 milliards de dollars de dette bilatérale ». En défaut de paiement depuis 2020, Lusaka avait demandé en février 2021 la restructuration de sa dette extérieure d'environ 13 milliards de dollars, dans le cadre de l'initiative proposée par le G20 aux pays les plus pauvres. Mais les négociations ont traîné en longueur, en raison notamment des désaccords entre les pays occidentaux qui ont traditionnellement piloté les processus de restructuration de dette des pays en développement, et la Chine qui est désormais le plus grand créancier bilatéral au monde.

MOZAMBIQUE

Raxio lance son 3^e centre de données africain

Raxio a annoncé la construction d'un centre de données au Mozambique dès novembre 2020. La société a prévu de construire une dizaine de centres de données pour répondre à la demande croissante en connectivité, stockage et traitement des données sur le continent. L'opérateur de centre de données Raxio Group a annoncé le mardi 28 mai le lancement de son premier centre de données neutre au Mozambique. Dénommée Raxio MZ1, l'infrastructure de niveau 3 est située dans le parc in-

dustriel de Beluluane (MozParks), dans la périphérie de Maputo, la capitale du pays. Elle est dotée d'une capacité de 0,05 MW. « L'installation phare Raxio MZ1 est un centre de connectivité et d'échange numérique, avec huit des principaux opérateurs de télécommunications et fournisseurs de connectivité du pays déjà signés. La livraison de cette installation exceptionnelle témoigne de nos capacités et de notre engagement à fournir à nos clients du Mozambique l'infrastructure de classe mondiale dont leurs entre-

prises ont besoin », a déclaré Robert Mullins, PDG du groupe Raxio. C'est en septembre 2022 que Raxio Group a lancé les travaux de construction de son centre de données au Mozambique. L'initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement pris par la société en 2019 de construire une dizaine de centres de données à travers l'Afrique afin de répondre à la demande croissante sur le continent. Pour financer ces projets, la société a levé, en octobre 2022, 46 millions \$ en fonds propres auprès de ses actionnaires Roha et

Meridiam. En janvier 2023, elle avait obtenu un financement de 170 millions \$ de Proparco et d'EmergingAfrica Infrastructure Fund (EAIF). Elle négocie également un financement de 100 millions auprès de la société financière internationale (SFI). Raxio MZ1 devient le troisième centre de données exploité par Raxio en Afrique après ceux en Ouganda et en Ethiopie. La société a également des installations en construction en République démocratique du Congo (RDC), en Côte d'Ivoire et en Angola.

AFRIQUE DU SUD

Shell cède ses intérêts dans l'aval pétrolier à l'État

Au début du mois, Shell avait annoncé son intention de se délester de ses participations dans le segment aval de l'industrie pétrogazière en Afrique du Sud conformément à sa politique énergétique. Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Shell a concrétisé son intention annoncée il y a quelques semaines

de se délester des intérêts qu'il détient dans le segment aval de l'industrie pétrogazière sud-africaine via Shell Downstream South Africa. Selon des informations relayées mardi 28 mai, la compagnie pétrolière a conclu à cet effet un accord impliquant sa compatriote BP. Les deux sociétés ont convenu de céder les 50 % de participation

qu'elles détenaient chacune dans la SAPREF, la plus grande raffinerie de pétrole brut d'Afrique du Sud au Central EnergyFund (CEF). À travers ce deal, cette entreprise publique établie pour soutenir la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Afrique du Sud voit entrer dans son escarcelle diverses infrastructures associées au traite-

ment, au stockage et à l'importation de pétrole brut. Toutefois, les opérations de commercialisation de BP SouthernAfrica, la filiale sud-africaine de BP, les activités en lien avec le terminal Island View ainsi que les opérations de fabrication de lubrifiants et de graisses de Blendcor ne sont pas comprises dans la transaction qui doit encore

être approuvée par les autorités. Si pour BP et Shell, cette opération reflète la stratégie énergétique qu'elles déploient conformément à leurs ambitions en matière de transition énergétique, « l'acquisition de ces actifs soutient la politique d'investissement et de croissance du CEF dans la chaîne de valeur de l'énergie » de l'Afrique du Sud.

ENERGIE

Le Malawi cherche 230 MW d'électricité pour alimenter son secteur minier

Le secteur minier du Malawi représente environ 1 % du PIB, mais le pays dispose d'un potentiel minéral susceptible d'augmenter cette contribution économique. Plusieurs projets, notamment dans le graphite, les terres rares et l'uranium, sont en développement, mais l'approvisionnement électrique reste un défi. Au Malawi, le secteur minier aurait un déficit énergétique de 230 MW, soit 40

% de la capacité de production actuelle du pays. C'est du moins ce qu'a déclaré Dr Janet Banda, haut responsable à la présidence de la république, lors d'une rencontre dans la capitale Lilongwe mardi 28 mai. « Cela signifie que le Malawi doit se préparer à fournir l'électricité nécessaire à l'exploitation minière. Nous n'insisterons donc jamais assez sur le rôle clé que jouera l'électricité pour débloquer l'industrie minière », a

déclaré Banda, citée par Nyasa Times. Le secteur minier malawite est peu développé et contribue à seulement 1 % du PIB, malgré son important potentiel notamment pour des métaux stratégiques. Entre autres, le Malawi développe depuis quelques années le projet de graphite et de rutile Kasiya, capable de générer 16 milliards \$ en 25 ans, ainsi que le projet de terres rares Kankunde. Pilotés respectivement par

SovereignMetals et LindianResources, ces projets peuvent bientôt positionner le pays comme un fournisseur de minéraux essentiels à la transition énergétique. Pour soutenir ces différents projets, le gouvernement veut débloquer les « goulots d'étranglement » qui pèsent sur le secteur minier. Une rencontre dénommée Mining Delivery Lab est prévue à cet effet en juin 2024.

KENYA

Le gouvernement annonce un plan quinquennal pour accroître les expéditions de thé

Le Kenya est le principal exportateur africain de thé. Alors que la feuille est déjà la principale source de revenus agricoles du pays, les autorités souhaitent tirer davantage profit du potentiel de la filière.

Au Kenya, le Conseil du thé (TBK) travaille actuellement sur une feuille de route de 5 ans visant à augmenter les exportations du produit sur le marché international. C'est ce qu'a révélé MithikaLinturi, ministre de l'Agriculture le 26 mai.

« Le TBK dévoilera bientôt une stratégie d'expansion sur le marché mondial du thé en ciblant 13 marchés prioritaires. Il s'agit notamment des USA et du Canada en Amérique du Nord, l'Allemagne et la Pologne en Europe. À ces pays s'ajoutent, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, Irak, la Turquie, le Japon et la Chine en Asie ainsi que l'Afrique du Sud et le Ghana en Afrique », a déclaré le responsable. La démarche du TBK est à inscrire dans un contexte où le gouvernement promeut la création de valeur ajoutée dans l'industrie théière pour améliorer les revenus des agriculteurs. Dans un communiqué publié le 14 mai dernier, le président William Ruto a ainsi affiché son intention de créer une marque d'origine pour le thé kenyan dans ce cadre.

« Nous sommes le plus grand exportateur de thé au monde, mais nous n'avons pas de marque de thé kenyan et, par conséquent, notre produit est vendu à des prix inférieurs à ceux des pays qui produisent moins que nous », déplorait le président. D'après M. Linturi l'ambition du gouvernement est de parvenir à exporter au moins 50 % de thé transformé de marque d'ici 3 à 5 ans. Rappelons que les expéditions de thé ont rapporté 1,2 milliard \$ au Kenya en 2023, avec pour principale destination, le Pakistan absorbant 40 % du stock expédié (209 600 tonnes).

POINT-MARCHÉS

Les Bourses prudentes avant des données sur l’inflation et un record pour le Nasdaq

Les marchés mondiaux ont reculé mardi, à l'exception du secteur technologique du Nasdaq encore tiré par des mastodontes comme Nvidia, les investisseurs se montrant prudents avant la publication en fin de semaine d'indices d'inflation et en raison de la situation géopolitique. Paris a reculé de 0,92%, Londres de 0,70%, Francfort de 0,52% et Milan de 0,29%.

À Wall Street, après un week-end de trois jours, le Nasdaq a pris 0,59% et inscrit un nouveau sommet, dépassant les 17.000 points. En revanche le Dow Jones a perdu 0,55%, tandis que le S&P 500 est resté stable (+0,02%).Principal indicateur de la séance, la confiance des consommateurs s'est redressée en mai aux États-Unis, surprenant les analystes qui anticipaient une nouvelle dégradation, mais l'inquiétude reste de mise quant aux mois à venir. Le reste de la semaine sera plus chargé avec des nouvelles de l'inflation à la fois au Japon, dans la zone euro et aux États-Unis. «Les acteurs du marché deviennent un peu plus prudents en vue des prochaines publications de données sur l'inflation et la conjoncture américaine», estime Andreas Lipkow, analyste indépendant. L'optimisme des derniers mois sur les marchés, avec des indices qui ont battu des records encore en mai, «doit maintenant être étayé par les données économiques» selon lui.

La Fed a relevé ses taux

C'est surtout l'indice PCE américain (en avril), indicateur d'inflation préféré de la

banque centrale américaine (Fed), à venir vendredi, qui retiendra le plus l'attention. Pour ramener l'inflation à 2%, la Fed a relevé ses taux entre mars 2022 et juillet 2023, les faisant grimper jusqu'à la fourchette de 5,25-5,50%, leur plus haut niveau depuis vingt ans, et les maintient aujourd'hui encore à ce niveau. Les acteurs des marchés épluchent donc les publications macroéconomiques pour anticiper la première baisse des taux américains, qu'ils espèrent voir arriver en septembre. Sur le marché obligataire, les rendements des emprunts d'État se tendaient un peu après des émissions obligataires américaines, qui donnent toutes les semaines un aperçu de l'appétit des investisseurs pour ces placements. Le taux d'intérêt de l'emprunt américain à 10 ans montait à 4,55%, contre 4,47% la veille vers 20H55 GMT, et celui de l'Allemagne passait à 2,59% contre 2,55% lundi.

Nvidia porte la cote

Le concepteur de puces pour l'intelligence artificielle Nvidia a gagné 6,98% en profitant de l'enthousiasme suscité par la nou-

velle que la start-up d'Elon Musk xAI, spécialisée dans l'IA, a levé quelque 6 milliards de dollars de nouveaux financements pour son développement dans ce secteur en effervescence. «Une bonne partie de ce capital ira dans les puces pour l'IA de Nvidia», a commenté Patrick O'Hare de Briefing.com. Le secteur des semi-conducteurs a suivi comme AMD (+3,16%), Intel (+1,11%) ou Qualcomm (+1,29%). La plateforme de livraison de courses britannique Ocado a clôturé en hausse de près de 10% à Londres après avoir vu ses perspectives relevées par les analystes de la banque JP Morgan, et après des informations de presse la semaine dernière sur une possible acquisition d'une base de données de clients du turc Getir, qui a annoncé le mois dernier son retrait des marchés américain et européen.

Le pétrole poussé par les tensions géopolitiques

Les prix du pétrole ont grimpé, poussés par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la perspective de la réunion de l'Opep+ sur les coupes de production le 2 juin, sans compter un nouveau navire marchand attaqué au large du Yemen. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, a gagné 1,34% à 84,22 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a grimpé de 2,71% à 79,83 dollars. Sur le marché des changes, la monnaie européenne cédaît 0,02% à 1,0857 dollar pour un euro. Le bitcoin lâchait 1,96%, à 68.234 dollars.

La Bourse de Tokyo sans direction claire

La Bourse de Tokyo hésitait mercredi 29 mai en matinée, soutenue par les valeurs technologiques après un nouveau record du Nasdaq la veille à Wall Street mais prudente face à la montée des rendements à long terme japonais. Après avoir évolué dans le vert après l'ouverture, l'indice vedette Nikkei lâchait 0,07% à 38.829,99 points vers 01h00 GMT, et l'indice élargi Topix perdait 0,12% à 2.765,01 points. L'indice Nasdaq de la Bourse de New York, a forte coloration technologique, avait été porté mardi par les semi-conducteurs, alimenté par la montée des titres du champion du secteur Nvidia ou de son compatriote AMD. En revanche, «il est à craindre que la hausse

des rendements obligataires américains n'augmente encore la tension sur les rendements japonais, ce qui devrait peser sur le cours des actions», a commenté le Tokai Tokyo Research Institute.

Asahi Kasei

Le groupe industriel japonais Asahi Kasei (-1,4%) a annoncé mardi son intention de lancer une offre publique d'achat sur la biotech suédoise Calliditas Therapeutics, qui développe des traitements de maladies orphelines, pour un montant équivalent à 1 milliard d'euros. Asahi Kasei souhaite développer ses activités dans le domaine de la santé avec l'acquisition de l'entreprise suédoise, qui a lancé cette

année un traitement pour une forme de maladie rénale chronique.

Montée du dollar

Après avoir atteint dans la nuit un plus haut en près d'un mois face au yen, le dollar progressait encore face à la devise japonaise, s'échangeant pour 157,39 yens vers 01H00 GMT contre 157,17 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro montait à 170,78 yens contre 170,64 yens la veille, et valait 1,0852 dollar contre 1,0857 dollar mardi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,46% à 80,20 dollars vers 00h50 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,34% à 84,51 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Mai 2024
Valeur : 31 Mai 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5139	134.5289
1	EUR	EURO		145.7458	145.8159
1	GBP	POUND STERLING		171.5957	171.6806
100	JPY	JAPANESE YEN		85.6013	85.6163
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5565	18.5588
1	CHF	SWISS FRANC		147.3479	147.4289
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4584	98.5199
1	DKK	DANISH KRONE		19.5358	19.5408
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6807	12.6843
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7984	12.8035
1	AED	UAE DIRHAM		36.6164	36.6304
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8637	35.8696
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.2988	438.4905
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9857	43.4177
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5368	13.5383
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4799	27.6206
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5417	3.5421
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2644	178.2644

CAC40

En contraction, s’approche du seuil des 8000 pts

La bourse de Paris cède près de 0,5%, autour des 8015 points, notamment pénalisée par le repli du luxe avec -1,5% pour LVMH et Kering et -1,1% pour Hermès, pendant que Renault poursuit sa hausse avec un gain de plus de 2% qui permet au Losange de s'arroger près de 10% en cinq séances. Les investisseurs européens surveilleront avec attention à 14h00 les premiers chiffres de l'inflation allemande sur le mois qui s'achève, qui devraient avoir pâti d'une base de comparaison défavorable. 'Il est possible que le taux d'inflation annuel se redresse de quelques dixièmes ce mois-ci', préviennent ainsi les économistes de la banque privée Oddo BHF.

Ces derniers rappellent que l'inflation allemande s'était tassée à la même période de l'an dernier en raison d'une baisse des prix des transports en commun. Les analystes de Bank of America disent tabler sur une progression de 2,3% de l'indice des prix à la consommation en version de base (CPI 'core') sur un an, après 2,2% en avril. Les intervenants de marché obtiendront d'ici à la fin de la semaine d'autres indications sur l'évolution des prix en Europe avec les chiffres espagnols demain puis les données en France et en zone euro qui paraîtront vendredi. Tous ces chiffres seront déterminants en vue de confirmer l'hypo-

thèse d'une baisse de taux de la Banque centrale européenne (BCE) dès la semaine prochaine. Les marchés seront également à l'affût vendredi des données d'inflation PCE aux Etats-Unis, l'indicateur de la dynamique des prix favorisé de la Réserve fédérale, attendu en léger repli. En attendant la publication de ces données cruciales concernant l'inflation, les marchés européens pourraient profiter de la progression des valeurs technologiques dans le sillage du poids lourd que constitue désormais Nvidia. Grâce à la poursuite de la hausse spectaculaire du fabricant de processeurs dédiés à l'IA (encore +7% hier soir), le Nasdaq a inscrit de nou-

veaux records absolus mardi. En ajoutant 195 milliards de dollars de capitalisation supplémentaire hier, soit l'équivalent de TotalEnergies, Nvidia - désormais valorisé à quelque 2.850 milliards - talonne de près Apple et ses 2.935 milliards de capitalisation. Ce mouvement confirme que la peur d'une inflation persistante et de taux élevés pendant une période prolongée reste pour l'instant plus que compensée par les espoirs entourant l'IA. Dans ce contexte, la flambée des rendements obligataires passe relativement inaperçue, bien que le rendement des Treasuries américains à dix ans remonte bien au-delà de 4,54%. Dans l'actualité des sociétés trico-

lores, Exail Technologies annonce avoir signé avec Safran un premier partenariat pour le WIZY-WAP, son équipement de communication embarqué de dernière génération, partenariat qui devrait générer, à terme, un chiffre d'affaires annuel de plusieurs millions d'euros. Safran fait d'ailleurs savoir que ses innovations ont été reconnues par un Crystal Cabin Award dans la catégorie 'Cabin systems' pour le 'CUBE' développé par Safran Cabin. Bouygues Telecom indique avoir été informé par SFR et La Poste de divergences qui les opposent, au sujet de son projet d'acquisition de l'opérateur virtuel La Poste Telecom, aujourd'hui codétenu par La Poste et SFR.

PRÉVISION DE CROISSANCE DE LA CHINE

Le FMI la relève à 5% pour 2024

Le Fonds monétaire international a relevé mercredi sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine pour 2024 à 5%, saluant les mesures récentes prises par Pékin pour stimuler son économie à la peine.

"La croissance économique de la Chine devrait rester solide à 5% en 2024 et ralentir à 4,5% en 2025", a déclaré le FMI dans un communiqué. Cette décision est "motivée par des données solides sur le PIB au premier trimestre et des mesures politiques récentes", a-t-il ajouté. Le FMI prévoyait précédemment une croissance de 4,6% cette année, ce qui est inférieur à l'objectif d'environ 5% fixé par les autorités chinoises en mars. La croissance économique de la Chine a été mise à mal ces dernières années par une crise persistante de l'endettement sur le marché immobilier, qui représente environ un quart du PIB. La baisse des dépenses des consommateurs et la déflation persistante pèsent également sur la croissance.

Des mesures pour stimuler le marché de l'immobilier

Le FMI a salué jeudi les mesures prises par la Chine ces dernières semaines

pour stimuler le marché de l'immobilier. "La correction en cours du marché du logement, nécessaire pour orienter le secteur vers une voie plus durable, devrait se poursuivre", a déclaré le FMI. Toutefois "un ensemble de mesures plus complet faciliterait une transition efficace et moins coûteuse tout en protégeant contre les risques de détérioration" du marché, relève le FMI.

A moyen terme, ralentissement escompté à 3,3%

A moyen terme, "la croissance devrait ralentir à 3,3% en raison du vieillissement de la population et du ralentissement des gains de productivité", a détaillé Gita Gopinath, directrice générale adjointe du FMI au cours d'une conférence de presse à Pékin. La numéro deux du FMI a également souligné "les défis budgétaires importants, en particulier pour les gouvernements locaux" auxquels fait face le pays, ajoutant

tant "qu'une consolidation budgétaire soutenue à moyen terme est nécessaire". Pékin a réduit en mai l'apport minimum nécessaire pour les acheteurs d'un premier logement et a suggéré que le gouvernement pourra acheter des biens immobiliers non vendus, l'une des mesures les plus ambitieuses prises par Pékin pour sortir le marché immobilier d'une grave crise de l'endettement qui a poussé nombre de promoteurs à la faillite. Plusieurs villes, dont Shanghai, ont également levé les restrictions sur l'achat de biens immobiliers. Le FMI a estimé mercredi que la Chine avait besoin de "réformes structurelles pour lutter contre les vents contraires et s'attaquer aux déséquilibres sous-jacents". Les premières priorités sont le rééquilibrage de l'économie vers la consommation en renforçant le filet de sécurité sociale et en libéralisant le secteur des services pour lui permettre de stimuler le potentiel de croissance et de créer des emplois", a souligné le Fonds.

SUISSE

Les entreprises helvètes sont peu préparées pour fournir des rapports de durabilité

Quelque 70% des sociétés suisses devant fournir des informations sur leur empreinte ESG le feront cette année, 10% n'y parviendront pas et 20% ne savent pas. En cause, des difficultés techniques et un manque de personnel qualifié, y compris à la direction. Les grandes entreprises suisses doivent depuis cette année publier un rapport sur la durabilité selon la loi suisse, mais les plus petites sociétés pourraient aussi devoir s'y mettre. Les entreprises suisses sont-elles prêtes à publier des données sur la durabilité, comme certaines d'entre elles devront le faire à partir de cette année? Pas complètement, selon une étude nationale coordonnée par l'Université des sciences appliquées de Zurich, qui a obtenu les réponses de 400 sociétés. Seulement un peu plus de 40% d'entre elles vont publier un rapport ESG et 10% de celles qui sont légalement tenues de le faire n'y parviendront probablement pas. En cause notamment, le manque d'outils et de personnes qualifiées en ESG. Les Romands, bien que plus enthousiastes pour le durable, sont à la traîne. En pratique, toutes les entreprises ne sont pas tenues par la loi d'effectuer ce genre de communication, rappelle SiyanaGurova, co-autrice du rapport publié mardi: «En Suisse, les sociétés cotées, les banques et assurances avec au moins 500 employés, au moins 40 millions de francs d'actifs ou plus de 40 millions de chiffre d'affaires doivent publier des rapports sur les questions climatiques depuis cette année.»

ROYAUME-UNI

L'assouplissement du marché du travail se poursuit

Au cours de l'année passée, le marché du travail britannique a relativement bien résisté à la faiblesse de l'activité, qui a stagné pendant plusieurs trimestres avant de chuter légèrement et temporairement au second semestre. En effet, le taux de chômage est resté étonnamment bas, 4% en moyenne en 2023, même si les données mensuelles ont été volatiles et restent entourées d'une incertitude inhabituellement élevée (1). Le taux de chômage a même diminué au cours du second semestre passant de 4,2% au deuxième trimestre à 3,8% au quatrième trimestre. Il a augmenté récemment, à 4,3% au premier trimestre 2024, +0,3 pp sur un an, mais reste néanmoins inférieur à

son niveau d'équilibre de moyen terme (4,5% selon l'estimation de la BoE). Si le taux de chômage n'est pas l'indicateur le plus fiable des tensions sur le marché du travail en raison de l'incertitude inhérente aux résultats de l'enquête LFS, d'autres indicateurs témoignent de la détente en cours du marché. Il s'agit notamment du nombre de postes à pourvoir, en recul depuis presque deux ans. Après avoir atteint un pic à 1,3 million en avril 2022, il a diminué à 898 000 au premier trimestre 2024 (- 26 000 en variation trimestrielle), un niveau néanmoins toujours supérieur à celui d'avant-Covid. Le ratio chômeurs/postes vacants, qui constitue un indicateur clé du

degré d'assouplissement du marché du travail, est désormais en ligne avec ses niveaux de 2019. On compte à présent un peu plus d'un chômeur et demi par poste à pourvoir, alors que ce rapport était d'un pour un à son plus bas au cours de la première moitié de 2022. De même, les difficultés de recrutement ont significativement diminué, sans toutefois retomber aux niveaux d'avant la pandémie, comme c'est le cas notamment pour les besoins de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie. La relation entre taux de chômage et taux de postes vacants (2) (courbe de Beveridge) semble revenue à une situation comparable à celle d'avant 2020 (lorsqu'une baisse du taux de postes vacants

était accompagnée d'une hausse du taux de chômage), suggérant que tout assouplissement supplémentaire du marché du travail dans les mois à venir devrait se traduire par une hausse du chômage. La baisse de la demande de main-d'œuvre impacte désormais l'emploi. L'emploi baisse au premier trimestre (-177 000) par rapport au trimestre précédent (- 0,5%) et de -0,6% sur un an, signifiant que les destructions d'emplois dépassent les créations. La baisse de l'emploi sur fond de hausse de la population totale conduit à un recul du taux d'emploi : 74,5% de la population (âgée de 16 à 64 ans), un plus bas depuis presque trois ans, perdant 0,5 pp sur le trimestre et 0,8 pp sur un an.

Le marché britannique demeure caractérisé par un taux d'inactivité anormalement élevé depuis la pandémie, et en hausse : + 300 000 sur un an à 22,1% de la population âgée entre 16 et 64 ans. Cela est dû à une hausse des maladies de longue durée et du nombre d'étudiants. Des mouvements dans la composition de la population et, notamment, dans la pyramide des âges semblent participer également à l'explication de la hausse du taux d'inactivité et de chômage. La faible participation permet d'expliquer en partie à son tour le niveau bas du taux de chômage, les personnes quittant le marché du travail n'étant évidemment pas comptées en tant que chômeurs.

300.000 DOLLARS EN CRYPTOMONNAIES ÉVAPORÉS EN QUELQUES SECONDES

Qu'est-ce que les "cryptos drainers" et comment s'en protéger?

Perdre 300.000 dollars en quelques instants parce que vous aviez autorisé un site internet à avoir accès à votre portefeuille crypto il y a 8 mois pour vous envoyer des récompenses. C'est ce qui est arrivé à un détenteur de cryptomonnaies, qui avait donné l'accès à son portefeuille à un faux site le 6 septembre 2023. 262 jours après, le 27 mai dernier, les pirates lui subtilisaient tous ses fonds, par l'intermédiaire de 8 transferts différents. Un crypto drainer est un type de logiciel malveillant conçu pour cibler et voler des données liées aux cryptomonnaies. Au lieu de voler les noms des utilisateurs et leurs mots de passe, les cryptos draineurs se font souvent passer pour des projets Web3

(la version décentralisée d'Internet basée sur la blockchain) en promettant des "Airdrops" (événement au cours duquel un jeton d'une nouvelle monnaie numérique est distribué gratuitement pour la promouvoir), ou en vous promettant un remboursement que vous n'auriez pas encore réclamé. En août 2023 par exemple, quelques mois avant la faillite de FTX, un mail provenant d'une adresse se faisant passer pour l'entreprise a été envoyé à de nombreux utilisateurs pour leur proposer de recevoir de l'USDC. Un lien leur proposait alors de cliquer sur un bouton afin de connecter leur portefeuille.

Les hackers se servent de Google Ads

Une fois le portefeuille connecté au site internet, les voleurs demandent d'approuver des accès pour en prendre le contrôle en expliquant que cela est pour vous envoyer la fameuse récompense. Mais une fois l'accès au portefeuille autorisé, ce n'est plus qu'une question de secondes avant que les hackers le vide. Autre exemple en décembre dernier, où des hackers ont volé environ 58 millions de dollars à plus de 63 000 victimes en 9 mois avec des campagnes de phishing. Dans ce cas-là, les escrocs avaient mis en place une campagne publicitaire sur Google Ads pour rediriger les utilisateurs qui

cliquaient sur le lien vers des sites frauduleux grâce à un malware dénommé MS Drainer. Celui-ci avait été caché au sein de plus de 10.000 sites de phishing et publicités. Ces faux liens vous renvoient vers un site qui semble être officiel, mais une fois que vous cliquez dessus, vous arrivez sur le site de phishing et vous voilà piégé. La publicité sur internet est devenue un outil majeur qui permet aux fraudeurs de cibler les victimes via Google et le réseau social X (ex-Twitter). La façon la plus sûre de se protéger est de tout simplement ne jamais cliquer sur des liens qui ne vous semblent pas être sûrs et d'utiliser un portefeuille hors ligne pour stocker ses crypto-actifs.

Les 10 voitures les plus chères au monde en 2024 !

Dans cet univers très fermé, peu de marques de luxe ont droit de cité. Elles ne sont d'ailleurs qu'au nombre de 4 dans ce palmarès. Et les 10 voitures retenues totalisent une somme de 131 millions de dollars. De quoi donner le tournis à votre banquier.



10



9



8



7

2



1



3

Il ne s'agit pas de la Mercedes Coupé 300 SLR Uhlenhaut de 1955 qui, au printemps 2022, fut adjugée aux enchères pour la coquette somme de 135 millions d'euros, ni même d'une Ferrari 250 GTO 4 litres de 1962, qui a atteint 51,7 millions de dollars.

Non, nous ne considérons ici que des voitures neuves. Ce qui ne les empêchera nullement, ou pas d'ailleurs, d'atteindre de plus hautes sphères tarifaires encore. Attaquons ce top 10 par prix croissant qui grimpent lentement mais sûrement.

10 Bugatti Divo (2018) : 5,8 millions de dollars

A la 10e place pour ouvrir le bal, une première Bugatti, la Divo, qui techniquement parlant dérive étroitement de la Chiron. Plus légère, plus aérodynamique, elle permet de grappiller 8 secondes au tour sur le tracé de la piste d'essai de Nardo dans le sud de l'Italie. Et même si les 40 heureux propriétaires ne s'y rendront probablement jamais au volant de leur bolide, ce dernier les aura délestés chacun de 5,8 millions de dollars.

9 Pagani Huayra Imola Roadster (2023) : 6 millions de dollars

En neuvième position, la Pagani Huayra Imola s'équipe d'un moteur V12 biturbo d'origine AMG cubant 6 litres et délivrant une puissance de 838 chevaux. Affûtée et relativement légère, elle peut filer à 347 km/h en pointe. Si le coupé est facturé 5,4 millions de dollars, rouler cheveux au vent à bord de

ce décoiffant roadster – assemblé à seulement 8 unités – vous coûtera 6 millions de dollars.

8 Pagani Codalunga (2022) : 7,4 millions de dollars

En huitième position vient immédiatement la seconde Pagani de ce top 10. Il s'agit de la Codalunga, dont la robe s'inspire des carrosseries italiennes des années 1960. Tandis qu'à bord l'on trouve un univers dessiné dans l'esprit steampunk : quel contraste ! C'est là encore le V12 Mercedes-AMG 6 litres biturbo qui officie avec une puissance voisine de 830 ch. Cinq modèles ont été réalisés, chacun est parti pour 7,4 millions de dollars.

7 Mercedes-Maybach Exelero (2004) : 8 millions de dollars

En septième position, voici la Mercedes-Maybach Exelero, pièce unique commandée par le manufacturier de pneumatiques Fulda, filiale allemande de Goodyear, afin de pouvoir tester ses enveloppes hautes performances – l'engin frôlant les 350 km/h en pointe. L'Exelero fut conçue en 2004 et exposée sur de nombreux salons automobiles. Son long capot recèle un moteur V12 biturbo – décidément très présent dans ce top 10 – produisant près de 700 ch. Son prix de vente était à l'époque de 8 millions de dollars, aujourd'hui elle en vaut 10.

6 Bugatti Centodieci (2022) : 9 millions de dollars

A la sixième place, une seconde Bugatti, la Centodieci, dont la production s'est limitée à 10 unités. Présentée lors du cConcours d'élégance de Pebble Beach, en Californie en 2022, elle célèbre les 110 ans de la marque tricolore. 20 kg plus légère que la Chiron, elle est facturée 9 millions de dollars.

5 Bugatti Chiron Profilée (2023) : 10,8 millions de dollars

En cinquième position, voici la troisième Bugatti de ce classement, la Chiron Profilée, qui devait initialement donner naissance à une production en petit série, mais qui finalement restera une réalisation unique. Son aileron arrière et sa poupe sont spécifiques. Son prix de vente aussi, il a huit chiffres et s'établit à 10,8 millions de dollars.

4 Rolls Royce Sweptail (2017) : 12,8 millions de dollars

A l'approche du podium final, à la quatrième place, voici la première Rolls de ce classement. En 2017, cette réalisation unique est devenue la voiture neuve la plus chère de tous les temps. Pour l'acquérir, son heureux propriétaire a fait à la marque britannique un chèque de 12,8 millions de dollars.

3 Bugatti La Voiture Noire (2019) : 13,4 millions de dollars

Numéro trois de ce classement et quatrième réalisation de la marque alsacienne, la Voiture Noire, créée par Bugatti. Dixit la marque historique, elle incarne une réinterprétation de la Type 57 SC Atlantic personnelle de

Jean Bugatti. L'exclusivité n'est pas d'ordre mécanique, puisque le bolide reprend le moteur W16 quadri turbo 8 litres produisant près de 1 500 ch, emprunté à la Chiron. C'est la robe qui diffère. Le prix est de 13,4 millions de dollars.

2 Rolls Royce Boat Tail (2021) : 28 millions de dollars

A la seconde place, échappant de peu à la médaille d'or, cette Rolls Royce Boat Tail prend la relève de la Sweptail présentée en 2017. Rappelons qu'à l'époque, cette dernière coûtait déjà la bagatelle de 12,8 millions de dollars. Cette nouvelle mouture est facturée 28 millions de dollars et, pour cette somme rondelette, vous repartez bien évidemment au volant de cet engin exceptionnel, avec sans supplément de prix un réfrigérateur à champagne intégré et un parasol qui se fixe à l'arrière du véhicule. Le kit idéal pour un pique-nique en toute simplicité.

1 Rolls Royce Arcadia Droptail (2024) : 35 millions de dollars

Enfin, sur la plus haute marche du podium, trône en place de choix une autre réalisation signée Rolls Royce, dotée d'une carrosserie sur mesure. Baptisée Arcadia Droptail, son prix de vente, que la marque anglaise n'a évidemment pas crié sur tous les toits, s'établit à 30 millions de dollars, voire même 35 millions de dollars selon certaines sources.

Aria, l'IA du navigateur Opera, s'enrichit de Gemini

Aria, l'intelligence artificielle (IA) d'Opera, intègre désormais les modèles Gemini de Google. Les utilisateurs d'Opera One, navigateur de l'entreprise boosté à l'IA, vont ainsi accéder à de nouvelles fonctionnalités.

Opera n'a certainement pas loupé le train de l'IA générative. Dès l'hiver 2023, la firme s'associait à OpenAI pour proposer les services de ChatGPT. Quelques mois plus tard, Opera One, nouvelle version du navigateur alimenté à l'IA, était déployée. Cette dernière intègre notamment Aria, un assistant d'IA capable de se connecter « à plus de 150 variantes de grands modèles de langage LLM provenant d'environ 50 familles de modèles ». Gemini vient maintenant compléter cette longue liste.

La génération d'images alimentée par Imagen 2

Ce nouveau partenariat avec Google permet à Opera de proposer de nouveaux outils à ses utilisateurs, notamment la génération d'images grâce à Imagen 2, modèle développé par la firme de Mountain View. Pour accéder à cette fonctionnalité (pour l'heure disponible dans la version développeur du navigateur), il suffit de se rendre dans la barre latérale où l'IA est accessible. « Aria reconnaîtra si vous avez l'intention de générer une image en fonction des prompts de conversation que vous lui donnerez », indique la société.

À l'instar d'autres agents conversationnels comme Copilot, Aria sera en mesure d'ajuster l'image générée au fil de la conversation. Un bouton permettant de générer à nouveau l'image sera ainsi disponible, mais vous pourrez aussi préciser vos préférences en rédigeant de nouveaux prompts. « Cette nouvelle fonctionnalité vous offre jusqu'à 30 opportunités par jour pour concrétiser vos idées ! », assure Opera.



Aria peut maintenant parler

Autre nouveauté lancée dans la version développeur, Aria est maintenant capable de lire ses réponses à voix haute, une petite icône de haut-parleur étant désormais visible dans la barre latérale de l'intelligence artificielle. « Cette fonction est très utile pour l'accessibilité, le multi-tâche ou simplement pour obtenir des informations dans un format différent »,

note l'entreprise.

Outre l'IA, Opera One propose une conception modulaire, qui s'adapte selon les besoins spécifiques des utilisateurs. Par exemple, les onglets peuvent être regroupés en fonction du contexte de navigation. Mais la plateforme n'est pas en reste et promet de nombreuses autres fonctionnalités basées sur l'IA à l'avenir, lui permettant de prendre un temps d'avance sur la concurrence.

David Salvagnini promu Directeur de l'intelligence artificielle à la NASA

La NASA a annoncé récemment la nomination de David Salvagnini au poste de directeur de l'IA, qu'il cumulera avec son poste actuel de directeur des données. Cette nomination marque une étape significative dans la trajectoire de l'agence spatiale américaine vers l'intégration et l'utilisation accrues de l'IA dans ses missions et ses opérations.

David Salvagnini apporte avec lui une vaste expérience en technologie et leadership, ayant passé plus de 20 ans à occuper des postes de direction dans la communauté du renseignement. Avant de rejoindre la NASA en juin 2023 en tant que directeur des données, il a occupé des postes clés au sein du bureau du directeur du renseignement national, où il a dirigé des initiatives d'architecture et d'intégration technologique.

Il a également servi dans l'Armée de l'air pendant 21 ans, prenant sa retraite en tant qu'officier des communications et des systèmes informatiques en mai 2005.

En tant que directeur de l'IA, Salvagnini sera chargé d'aligner la vision stratégique de la NASA sur l'utilisation de l'IA à l'échelle de l'agence. Ses responsabilités engloberont la coordination des efforts visant à exploiter le potentiel de l'IA pour soutenir les missions spatiales, analyser les données recueillies et développer des systèmes autonomes pour les engins spatiaux et les avions. Dans le cadre de ses fonctions élargies, il travaillera en étroite collaboration avec d'autres agences gouvernementales, des institutions universitaires, des partenaires industriels et des experts du domaine pour maintenir l'agence à la pointe de la technologie de l'IA.

Applications actuelles de l'IA à la NASA

La NASA exploite depuis des années le potentiel de l'IA pour accroître l'efficacité, la sécurité et la réussite des missions spatiales, ainsi que pour faire progresser notre compréhension de l'univers. Elle l'utilise ainsi pour analyser la masse de données scientifiques terrestres et géospatiales collectées par les satellites, les télescopes ou les sondes spatiales. L'IA l'aide à la planification et à la conception de missions spatiales, notamment pour l'optimisation des trajectoires de vol, la planification des activités des rovers sur des planètes comme Mars, et la prise de décisions en temps réel lors d'événements imprévus. L'IA est également utilisée dans les missions d'exploration robotique pour améliorer la capacité des robots à naviguer, à interagir avec leur environnement et à effectuer des tâches scientifiques. Par exemple, les rovers sur Mars utilisent l'IA pour identifier et étudier des échantillons rocheux intéressants.

Record de faillites pour les start-ups IT françaises en 2023

Sur les huit dernières années, 2023 a été la pire en termes de faillite de start-ups de la French Tech d'après une étude menée par ScaleX Invest avec 32 sociétés ayant déposé le bilan. Un chiffre toutefois à relativiser par rapport aux 1 025 entreprises toujours en activité. Les études s'intéressant de près aux destinées des start-ups de l'écosystème French Tech ne manquent pas. Autour de ScaleX Invest de s'y coller en concentrant la sienne sur les jeunes (et moins jeunes) pousses créées après 2005, ayant levé plus de 5 M€, et dont le dernier tour de table remonte au plus tard à 2015. Des critères qui peuvent paraître

restrictifs et avec lesquels il faut donc garder un certain recul. Sur cet échantillon, 1 231 entreprises ont levé en tout près de 44,9 Md€ et parmi elles 83,3 % (1 025 sociétés) sont toujours actives, 8,5 % (105 sociétés) ont été rachetées et 8,2 % (101 sociétés) sont en difficultés financières. Concernant ces dernières 65 ont ainsi été en faillite dont une majorité en 2022 (17 sociétés) et 2023 (32 sociétés). "2022 et 2023 ont été des années marquées par des défis économiques majeurs, y compris les effets de la pandémie, les crises géopolitiques et l'inflation généralisée", explique ScaleX Invest. "Ce contexte

implique moins de liquidité sur le marché, des valorisations plus faibles et une situation macroéconomique qui n'est pas propice à une croissance exponentielle". La société explique par ailleurs qu'entre 2015 et 2023, le montant des fonds levés a augmenté de manière significative au fil des ans, passant de 1,81 Md€ en 2015 à près de 13,5 Md€ en 2022 avant cependant de retomber à 8,32 Md€ en 2023.

Des faillites plus importantes trois ans après une dernière levée de fonds

L'analyse de la corrélation entre l'âge et les difficultés rencontrées par les entreprises

montre que ce sont celles de la tranche d'âge 6-8 ans qui ont connu le plus de difficultés. Mais ce n'est pas tout : "Au fur et à mesure que le temps passe après la dernière levée de fonds, le nombre de faillites augmente de manière significative, avec un pic à 3 ans après la levée. Passé 4 ans, le nombre de faillites semble diminuer progressivement. Cela pourrait indiquer une adaptation réussie aux défis du marché, un modèle d'entreprise stabilisé ou l'atteinte de la rentabilité", explique ScaleX Invest. Selon le groupe, 70% des start-ups qui ont fait faillite ont levé des fonds au cours des trois dernières années.

Mots fléchés

Passé inaperçue Hor des francs (prénom et nom)		Chance		Usé		Couronnement		Poisson		Fleuve côtier			Fils de Noé
		Abri galant				Épuisée				Appareil de lavage			
											Lettres pieuses		
											Poissons		
Plus de nourriture Pas du pays				Arme rudimentaire				Plante des Alpes					
								Dedans		Fromage hollandais			
										Enveloppe de tissu			
Adverbe de lieu Prénom masculin				Aléatoire									Amoureu- sement
				Poisson plat	Trembler		Venelles	Riches					
Agacer								Pronom personnel			Rôles	Archives télévi- suelles	
Calme	Aigreur		Bradype			Adjectif numéral				Résineux			
			Culotte							Ancienne Europe			
								Possède		Nombre			
										Magazine français du week-end			
Mélanger Genie femelle dans les contes persans						Nettoierai							
						Indif- férence							
				Embourbés								Note de musique	
				Estuaire									
Retapée								Pays européen		Poème lyrique			
Note de musique										Tunique blanche			
		Il n'est pas noble	Surveillance		Élimé				Petit âne				
Pressant							Aurochs		Unique			Engraisa	
Passion													
					Plante crucifère								
Saison				Cri pour attirer l'attention						Pareil Notre chère planète qu'il ne faut pas détruire			
				Bouleverse									
Gros véhicule	Amérindien				Nonchalant					Prénom féminin			
	Aigre				Vague								
			Gâtée							Oncle américain			
			Petite quantité							Piécette			
Béton							Lentille bâtarde				Tera- seconde	Génisse	
Préambules							Scandium						
								Palmier grimpant					
Erbium			Règle pour tracer des droites			Ville de Bourgogne (Le)							

PÉTROLE

Le Brent frôle les 85 dollars

Les prix du pétrole poursuivent leur progression mercredi, poussés par le risque géopolitique au Moyen-Orient et la réunion ministérielle de l'Opep+ prévue pour dimanche prochain. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, grimpait de 0,88% à 84,96 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, progressait de 0,89% à 80,54 dollars. L'attention des investisseurs pétroliers se porte sur la situation géopolitique au Moyen-Orient et également sur la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'accord Opep+, dont la réunion ministérielle a été reportée à dimanche, à distance. Les pays membres doivent décider de leurs niveaux de production pour la seconde partie de l'année.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 30 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CHÔMAGE MONDIAL

L'OIT prévoit une légère baisse à 4,9 % en 2024

Le taux de chômage dans le monde devrait légèrement diminuer cette année et s'inscrire à 4,9%, a estimé mercredi l'Organisation internationale du travail (OIT), qui tablait précédemment sur une hausse de ce taux par rapport à 2023. L'OIT avait auparavant estimé que le taux de chômage mondial grimperait à 5,2% cette année, après 5% en 2023. Mais cette petite embellie attendue ne doit pas faire oublier que "les inégalités sur les marchés du travail persistent, les femmes des pays à faible revenu étant particulièrement touchées", a souligné l'OIT. Pour 2025, l'organisation ta-

ble sur une stabilisation du taux de chômage à 4,9%, selon ses prévisions révisées. L'OIT estime que le "déficit d'emplois" - qui mesure le nombre de personnes sans emploi mais qui souhaitent travailler - concernera cette année 402 millions de personnes. Ce chiffre inclut 183 millions de personnes comptabilisées comme chômeurs. "Malgré nos efforts pour réduire les inégalités dans le monde, le marché du travail reste inégal, en particulier pour les femmes", a déclaré le directeur général de l'OIT, Gilbert F. Houngbo, cité dans un communiqué. Pour "parvenir à une reprise durable dont les bé-

néfices sont partagés par tous, nous devons travailler à des politiques inclusives qui prennent en compte les besoins de tous les travailleurs", a-t-il jugé. "Nous devons placer l'inclusion et la justice sociale au cœur de nos politiques et de nos institutions. Sans cela, nous n'atteindrons pas notre objectif de garantir un développement fort et inclusif", a-t-il ajouté. Les chiffres détaillés du rapport de l'OIT montrent que les femmes, en particulier dans les pays à faible revenu, sont touchées de manière disproportionnée par le manque d'opportunités. Le déficit d'emplois pour les femmes dans

les pays à faible revenu atteint "le chiffre frappant de 22,8%, contre 15,3% pour les hommes", note l'OIT. En revanche, dans les pays à revenu élevé, ce taux est de 9,7% pour les femmes et de 7,3% pour les hommes, précise-t-elle. Mais "ces différences ne sont que la +partie émergée de l'iceberg+, car les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes à être complètement détachées du marché du travail", signale l'organisation. Au niveau mondial, 45,6% des femmes en âge de travailler auront un emploi en 2024, contre 69,2% des hommes, d'après l'OIT.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Une géopolitique de la violence

Nous avons toujours considéré que la Géopolitique relève du temps long. Elle est une construction d'hypothèses plus ou moins solides, mais sans réelle consistance scientifique. Elle fait partie de ces approches hypothéco-déductive dont la validité procède plus par un exercice intellectuel factuel, puisant dans l'histoire et les disciplines des sciences sociales. Bref, le propos n'est pas de débattre de la reconnaissance épistémologique de la géopolitique, mais de l'observation et de la manifestation de celle-ci dans les relations internationales. Les phénomènes (de toute nature) deviennent de plus en plus imprévisibles, l'incertitude s'aggrave et les tendances lourdes, chères aux prospectivistes (autre domaine encore spéculatif), n'ont plus de trajectoires continues, mais caractérisées par des lignes brisées, des cassures, appelées des ruptures et parfois même des trous noirs. La géopolitique qui explique ou qui est expliquée par des positionnements, des recompositions et des déconstructions s'apparente plus à un jeu (disons un art) qu'à un exercice scientifique. Pour cette chronique, nous nous limitons à la géopolitique dictée par l'évolution des facteurs économiques ou l'influence des autres facteurs sur l'économie. En effet, il y a une relation circulaire ou de cause à effet. A titre d'exemple, au cours des trente dernières années, les phénomènes ayant marqué les Etats, les économies, les populations ... ont été assez imaginables, voire envisagés. Ainsi, les attentats du 11 septembre n'étaient pas inconcevables, ni totalement unimaginables ; certainement pas prévisibles. La géopolitique économique qui en a émergé était aussi dans les tablettes des analystes politiques et économiques. Les attentats de 2001 ont façonné un nouveau monde économique et politique créant une rupture dans le système mis en place après la deuxième guerre mondiale et surtout anéanti les processus de convergence nés de la fin de la guerre froide (la fin du mur de Berlin). Les Grands vainqueurs de la seconde guerre mondiale, les États-Unis, imposent leur domination au monde à l'issue du conflit. Cette « pax americana » repose, entre autres, sur l'instauration d'un système monétaire dominé par le dollar et dont les accords de Bretton Woods organisent dès juillet 1944 les modalités. La monnaie américaine sera la seule à être directement convertible en or et jouera le rôle de pivot autour duquel tous les taux de change seront définis. Les recompositions se sont fait, encore, sur les mêmes logiques, celles de l'affrontement Nord/Sud et de moins en moins de celui dit Est/ouest. Aujourd'hui, au plan économique, nous avons les deux confronta-

tions qui ont donné naissance à une autre terminologie : le Grand Nord face au Grand Sud. Mais ce Grand Sud comprend une partie de l'Est du Nord (La Russie) et de l'extrême Est (La Chine) et aussi du Sud -Est (Inde, Indonésie, Malaisie ...) et même du Nord Est (Turquie...). Les lignes de démarcation ne sont pas nettes, mais les flux le sont. La crise de l'épidémie de la Covid19 renforce l'hypothèse de l'imprévisibilité générale, et surtout l'émergence du nationalisme économique (on appelle ça le patriotisme) qui en fin compte instaure le souverainisme. Au plan économique, cette crise a complètement transformé les relations internationales. Le dernier numéro du Monde Diplomatique (daté juin-Juillet 2024) consacre un dossier spécial sous le titre : « des non-alignés aux Brics, le Sud existe-t-il ? ». Plusieurs contributions à ce numéro retracent l'évolution de la lutte du Sud pour une émancipation des deux blocs. Un autre titre très évocateur « Le Nord s'organise, pourquoi pas le Sud ? ». (Les citations sont tirées de ce numéro) Les Brics ne sont qu'un résultat de la confrontation Nord-Sud. Assisterons-nous à la fin du libre-échange, fondement même de la « Mondialisation heureuse ». Le Sud se trouve, de ce fait, en position très défavorable dans ses relations avec le Nord. Cette faiblesse est aussi préjudiciable au processus de coopération Sud-Sud. Cette déficience est ressentie à l'heure actuelle de façon plus aiguë. Cela est dû, d'une part, aux difficultés que les pays en développement ont éprouvées à travailler ensemble et à adopter une position de groupe. Le Nord, bien mieux armé pour les négociations internationales, devient plus enclin à mettre son poids. Le droit international censé garantir un minimum d'équilibre et de sécurité pour les plus faibles, dans les faits, il n'a jamais servi que les intérêts des grandes puissances. D'ailleurs, s'agit-il vraiment d'un « droit » ? L'exemple des décisions des deux cours internationales (CPI et CIJ) sur Gaza est l'illustration de cette situation : le droit au service du plus fort. Israël, l'enfant gâté du Nord ne peut être puni suite à une plainte venant du Sud (Afrique du Sud). Le Nord est très soudé derrière Israël, alors que le Sud est très désuni pour soutenir Gaza, c'est le cas notamment de l'Inde, des Emirats Arabes Unis, entre autres qui soutiennent Israël. Au plan économique, la confrontation est encore plus rude par groupes internationaux interposés. En effet, « les grands groupes internationaux sont des champions de l'évasion fiscale. Leurs stratagèmes privent injustement les pays du Sud, pourtant riches en matières premières, des ressources financières qui leur

permettraient de s'affranchir, au moins en partie de l'aide extérieure. » Le 1er janvier 2024, les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se sont adjoint cinq nouveaux membres : l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran. Ensemble, ils représentent désormais 36 % du produit intérieur brut et 46 % de la population de la planète. Assez pour peser sur la gouvernance mondiale ? Derrière la volonté cachée de peser davantage sur la scène internationale, le « partenariat stratégique » des Brics + est fissuré par de nombreuses dissensions. La rivalité qui oppose la Chine à l'Inde n'est pas la moindre d'entre elles. Aussi compétitifs que soient leurs rapports, il a bien fallu que la Chine et l'Inde, de concert avec leurs trois autres partenaires des Brics, s'accordent pour élargir leur cercle à de nouveaux membres à l'issue du sommet de Johannesburg. Pékin et Moscou se montraient depuis longtemps favorables à une ouverture, l'Inde était plus réticente. Chacun des Cinq avait sa propre liste de candidats. Sans qu'aucune information n'ait filtré sur le processus de cooptation, ils ont finalement transigé pour accueillir l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran. « L'élargissement du partenariat, rebaptisé Brics +, n'a pas manqué de faire apparaître de nouveaux points de friction. Égypte et Éthiopie, par exemple, sont à cou-teaux tirés sur le dossier de la gestion des eaux du Nil. Les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, perpétuels rivaux dans la course au leadership proche-oriental. » L'Argentine, fraîchement intronisée dans les Brics+, a préféré décliner l'invitation pour rejoindre son allié les USA et faire une demande d'adhésion à l'OTAN. « Les pays du Sud multiplient les discours plaidant pour l'émergence d'un monde multipolaire. Mais au sein des instances internationales, ils ne défendent pas toujours leurs revendications de manière cohérente. Leur volonté d'agir en vue de servir des intérêts collectifs est aussi sujette à caution ». Dans le passé (pays du tiers monde, groupe des 77...) il y avait une convergence politique et même idéologique très forte dans le cadre d'un combat de libération et d'émancipation, aujourd'hui la recherche d'une convergence économique pour lutter contre le sous-développement se trouve contrariée par l'érosion de la convergence politique. Le Nord Global s'organise, pourquoi pas le Sud Global ? Mais le Sud Global existe-t-il réellement ?